CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

AGRI • NUMÉRO 104 • 1re SESSION • 42e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le mardi 18 septembre 2018

Président

M. Pat Finnigan

Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

Le mardi 18 septembre 2018

● (0845)

[*Traduction*]

Le président (M. Pat Finnigan (Miramichi—Grand Lake, Lib.)): Je vous souhaite la bienvenue à la session d'automne du comité de l'agriculture.

Je souhaite un bon retour à tous. Il y a quelques nouveaux visages autour de la table, à tout le moins pour aujourd'hui.

[*Français*]

Monsieur Godin, bienvenue à notre comité.

[*Traduction*]

J'espère que tout le monde a eu la chance de se reposer, mais peut-être aussi de visiter quelques fermes et marchés cet été, et de remercier un agriculteur. J'espère que nous avons tous eu la chance de le faire; nous avons tous cela en commun.

[*Français*]

Ce matin, nous poursuivons notre travail sur les progrès de la technologie

[*Traduction*]

et de la recherche dans le secteur agricole pouvant favoriser les exportations canadiennes.

Nous accueillons ce matin M. Stuart Cullum, président du Collège Olds, qui représente Collèges et instituts Canada. Bienvenue, monsieur Cullum.

Nous accueillons également Christine Trauttmansdorff, vice-présidente, Relations gouvernementales et partenariats canadiens. Bienvenue, Christine.

Par vidéoconférence, nous entendrons également M. Tyler Hopson. Il peut sembler très loin, mais dès qu'il prendra la parole, nous devrions mieux le voir. Si nous n'arrivons pas à l'entendre, nous devrions au moins pouvoir lire sur ses lèvres.

Monsieur Hopson, je vous souhaite la bienvenue. Nous entendez-vous?

M. Tyler Hopson (directeur affaires publiques, Mosaic): Je vous entends.

Bonjour.

Le président: Nous commencerons par un exposé de sept minutes.

Monsieur Cullum, à vous de briser la glace.

M. Stuart Cullum (président, Olds College, Collèges et instituts Canada): Merci.

Je laisserai ma collègue prendre la parole.

Mme Christine Trauttmansdorff (vice-présidente, Relations gouvernementales et partenariats canadiens, Collèges et instituts Canada): Je vous remercie, monsieur le président, de cette invitation à comparaître devant vous ce matin.

[*Français*]

C'est un plaisir pour moi de témoigner aujourd'hui au nom de Collèges et instituts Canada, un vaste réseau d'établissements postsecondaires qui se trouve dans chaque province et territoire et auquel ont accès 3 000 communautés urbaines, rurales, éloignées et nordiques.

[*Traduction*]

Je suis accompagnée aujourd'hui de M. Stuart Cullum, président du Collège Olds de l'Alberta. Nous avons déjà hâte d'entendre ce qu'auront à nous dire nos collègues du Collège Niagara, un peu plus tard aujourd'hui, et du Cégep de Victoriaville, jeudi.

Nous vous expliquerons comment nos établissements aident le Canada à atteindre ses objectifs ambitieux pour faire croître les exportations canadiennes en matière d'agriculture grâce aux avancées technologiques et à la recherche, et avons des recommandations à vous présenter pour enrichir encore davantage ces contributions.

On peut lire, dans le Plan pour l'innovation et les compétences du Canada, que « sans la créativité, l'éthique de travail et les compétences des gens qui les mettent au point, les produits, les idées ou les services innovateurs ne se concrétiseraient pas... [N]ous devrons bâtir la main-d'oeuvre la plus compétente, la plus talentueuse, la plus créative et la plus diversifiée au monde. »

Collèges et instituts Canada ne saurait mieux dire. Nous sommes très conscients des pénuries de main-d'oeuvre dans le secteur, particulièrement dans une perspective d'augmentation des exportations, comme on le prévoit. Selon nos collègues du Conseil canadien pour les RH en agriculture, cette pénurie devrait représenter 114 000 emplois d'ici 2025. Ces besoins à combler sont au coeur du mandat des collèges. Ceux-ci offrent plus de 350 certificats et diplômes dans le domaine agroalimentaire. Plus de 50 % des diplômés en agriculture ont reçu une formation d'un collège ou d'une école polytechnique.

Cette formation vise à leur fournir les compétences nécessaires pour devenir des innovateurs. Quel que soit le programme choisi, les étudiants s'attaquent aux problèmes de la perspective de l'industrie et cherchent à les résoudre à l'aide de l'équipement et des technologies de pointe. Ils bénéficient des profonds liens des collèges avec les employeurs, des bons conseils des facultés qui travaillent avec l'industrie et de l'expérience pratique qu'ils acquièrent grâce aux programmes coopératifs, aux stages en milieu de travail et aux entreprises intégrées aux campus. L'une des méthodes les plus efficaces d'apprentissage par l'expérience est celle de la recherche appliquée, qui amène les étudiants à travailler avec les employeurs à la création de prototypes et de produits, au déploiement de nouvelles technologies et à l'amélioration des services et des processus.

Les bénéfices de la recherche appliquée s'étendent bien au-delà de l'étudiant. Le gouvernement l'a reconnu dans le budget de 2018 en faisant un nouvel investissement important de plus de 140 millions de dollars sur cinq ans, qui rendra plus accessibles les services de R-D offerts aux PME et aux entreprises de régions rurales, qui ont souvent de la difficulté à accéder à l'écosystème de l'innovation. Ainsi, un plus grand nombre d'étudiants pourront devenir des agents de transfert technologique, et ils seront prêts à occuper les emplois nécessaires pour favoriser l'innovation et la croissance, et transposer les résultats et le savoir-faire acquis grâce à la recherche appliquée dans de nouveaux marchés.

Nos membres comptent déjà plus de 215 centres de recherche et de 400 laboratoires au Canada. Plus de 40 d'entre eux visent le secteur agroalimentaire en particulier. L'an dernier, ceux-ci ont travaillé en partenariat avec 5 500 entreprises, dont 85 % sont des PME. Le partenaire de l'industrie conserve presque toujours la PI, et la majorité des projets sont menés à bien en moins d'un an.

Stuart et l'équipe de Niagara vous décriront maintenant comment cela se traduit en faits et en chiffres pour les étudiants, les entreprises et les collectivités qui profitent des services d'établissements comme les leurs.

Nous vous remercions de nous fournir l'occasion de vous rencontrer aujourd'hui, et nous sommes impatients de répondre à vos questions, puis de lire votre rapport sur cette étude.

Je cède la parole à Stuart.

● (0850)

M. Stuart Cullum: J'aimerais vous exprimer ma gratitude pour le travail du Comité. Je conviens avec Mme Trauttmansdorff que les collèges et instituts du Canada jouent un rôle clé dans la recherche appliquée et l'innovation et par conséquent, dans l'acquisition et le perfectionnement des talents nécessaires pour que notre industrie agricole soit concurrentielle dans le monde.

Le Collège Olds offre de l'éducation et de la formation en agriculture depuis 104 ans déjà. Dès le départ, le collège s'est voulu un établissement d'apprentissage et une ferme de démonstration où l'on pouvait faire l'essai de technologies et de modes de production et les faire connaître à l'industrie pour l'aider à gagner en efficacité et en productivité. Aujourd'hui, bien des choses ont changé, mais nous avons toujours autant besoin d'environnements d'apprentissage et de recherche appliquée pour assurer le succès et la compétitivité de l'industrie. Le Collège Olds continue d'utiliser son campus de 2 000 acres et son entreprise du champ à l'assiette pour favoriser l'apprentissage pratique et la recherche appliquée.

Étant donné la prolifération des technologies et des données massives, et apparition d'outils comme les capteurs et les mesures de contrôle numériques, l'intelligence artificielle et l'apprentissage machine dans le secteur agricole, nous croyons que notre environnement postsecondaire peut rassembler les entreprises, les organisations de recherche et les autres établissements postsecondaires pour l'élaboration, l'application, l'intégration et la démonstration de ces technologies. Cette approche collaborative se traduira par l'adoption plus rapide et efficace des technologies en question par notre industrie et la création d'environnements d'apprentissage de calibre mondial susceptibles de produire les talents nécessaires pour assurer la compétitivité de notre secteur dans le monde.

Notre centre d'accès à la technologie pour la production animale en est un bon exemple : ce centre a pour mandat de répondre aux besoins de l'industrie animale canadienne en lui donnant accès aux nouvelles technologies pour accroître sa productivité, sa durabilité et la viabilité des producteurs.

Grâce au financement du Programme d'innovation dans les collèges et la communauté du CRSNG, le Collège Olds travaille avec d'autres organisations importantes comme l'Université de l'Alberta, avec qui nous venons de terminer un projet triennal destiné à améliorer l'indice de consommation des bovins Hereford de race pure à l'aide d'outils génomiques. Ce projet mettait également à contribution l'Association canadienne Hereford, Livestock Gentec, le ministère de l'Agriculture et des Forêts de l'Alberta, Cattleland Feedyards et d'autres partenaires de l'industrie. Nous avons donc analysé le phénotype et le génome de près de 1 200 taureaux Hereford pour déterminer leur indice de consommation dans le cadre de ce projet, une entreprise gigantesque qui a permis de mettre au point des outils uniques pour la sélection de bovins à haut rendement énergétique et présentant un matériel génétique de renommée mondiale, des outils pouvant être commercialisés partout dans le monde.

Le Collège Olds et ses homologues ailleurs au pays créent donc des écosystèmes d'innovation qui favoriseront l'avancement de l'industrie et permettront de produire des talents de calibre mondial. Une autre de nos initiatives importantes récentes l'illustre bien, l'initiative de la ferme intelligente du Collège Olds. Pour la première mouture de la ferme intelligente, qui s'étend sur environ 100 acres, nous avons collaboré avec une quinzaine d'organisations des secteurs de l'agriculture et de la technologie pour installer du matériel de surveillance, des capteurs, des stations météorologiques, des connexions WiFi ainsi que du matériel de visualisation de données et de gestion. Ainsi, les entreprises, les entrepreneurs et les producteurs qui le souhaitent peuvent utiliser notre ferme intelligente pour concevoir et intégrer des technologies et des techniques ou en faire la démonstration.

La ferme intelligente du Collège Olds attire déjà nombre de partenaires et d'investisseurs internationaux, parce que nous mettons aussi l'accent sur les problèmes systémiques. Le but est que ce projet s'étende à l'ensemble de la ferme du Collège Olds afin de créer un environnement d'apprentissage unique, à la fine pointe de la technologie, pour les étudiants postsecondaires et les apprenants du Canada et du monde entier.

Nous savons que nous avons plus d'impact quand nous travaillons avec les autres, et nous sommes prêts à jouer un rôle de chef de file dans le rassemblement des collectivités pour réfléchir aux problèmes et aux possibilités systémiques et donner une plus grande portée à nos efforts.

Pour vous en donner un exemple, je vous parlerai du projet de notre collège qui a rassemblé plus d'une centaine d'organisations, dont 17 établissements postsecondaires du Canada, en plus de générer des engagements d'investissement de 80 millions de dollars dans l'industrie pour appuyer la création d'une supergrappe en agriculture afin de favoriser une agriculture et une production alimentaire durables sur les plans économique et environnemental grâce à l'application et à l'optimisation d'outils d'agriculture intelligente et d'outils technologiques et scientifiques.

Bien que notre projet de supergrappe n'ait pas été retenu, il a fait partie des finalistes, et nos efforts collectifs ont donné naissance à d'autres initiatives au pays, comme la création récente d'un corridor agroalimentaire intelligent Calgary-Olds et l'établissement d'un groupe de travail universitaire à l'échelle des Prairies, en collaboration avec Protein Industries Canada et l'Enterprise Machine Intelligence and Learning Initiative, au Manitoba.

Monsieur le président, je crois que l'exemple du Collège Olds illustre bien à quel point les collèges et instituts du Canada contribuent au développement et à l'appui de l'industrie, en plus de produire les talents nécessaires pour accroître sa compétitivité dans le monde. Le principal problème des collèges et des instituts n'est pas celui de la demande et du rendement. Nous nous attendons à ce que nos activités de recherche appliquée doublent d'ici sept ans.

Ce dont nous avons besoin — et c'est notre recommandation à ce comité —, c'est d'un financement stable et raisonnable pour appuyer la création de nos environnements de recherche, resserrer nos liens avec nos partenaires et assumer les fonctions administratives nécessaires. La demande est grande, mais nos ressources sont déjà utilisées au maximum, de sorte que si nous voulons réaliser notre plein potentiel et rassembler toutes ces collectivités, nous avons besoin du nécessaire pour maintenir nos environnements physiques et administrer nos projets. C'est l'un des principaux besoins des collèges et instituts au Canada.

● (0855)

Monsieur le président, mesdames et messieurs les membres du Comité, pour terminer, je souhaite réitérer notre fort engagement envers le travail de ce comité, du gouvernement, de notre industrie, de la collectivité et de nos partenaires du milieu postsecondaire; exploitons le plein potentiel de nos établissements pour favoriser le développement et l'adoption des technologies et de la science et ainsi assurer la compétitivité international du secteur de l'agriculture canadien.

Je me réjouis d'en discuter avec vous. Nous serons heureux de répondre à vos questions.

Merci.

Le président: Merci, monsieur Cullum.

Nous entendrons maintenant M. Tyler Hopson, qui représente Mosaic.

Vous avez jusqu'à sept minutes.

M. Tyler Hopson: Je vous remercie de ces présentations, monsieur le président.

Bonjours à tous les membres du Comité. Je vous remercie de me consacrer de votre temps et de m'avoir invité aujourd'hui.

Je m'appelle Tyler Hopson et je suis directeur des affaires publiques pour la Mosaic Company. Nous vous sommes reconnaissants de nous permettre de comparaître aujourd'hui, après une tentative ratée, un peu plus tôt cette année, et une comparution reportée.

Au cas où vous ne connaîtriez pas très bien notre entreprise, permettez-moi de vous parler un peu de Mosaic et de son travail. Mosaic est le plus grand producteur et fournisseur au monde de potasse concentrée et d'engrais phosphatés; elle embauche plus de 15 000 employés dans le monde, dont environ 2 200 en Saskatchewan. Nos activités et nos collaborations s'étendent dans neuf pays. Toutes nos activités canadiennes visent la production de potasse.

Nous avons enregistré des ventes mondiales d'une valeur de 7,4 milliards de dollars en 2017. Nous avons également des projets d'expansion en cours d'une valeur de 3 milliards de dollars, dont celui du plus grand puits de mine de potasse au monde, à nos installations d'Esterhazy, dans le centre-est de la Saskatchewan.

En moins d'une décennie, Mosaic aura investi plus de 6 milliards de dollars dans des projets d'expansion canadiens. Nous avons des actifs à tous les maillons de la chaîne de valeur, de l'extraction du minerai brut jusqu'à la mise au point d'un produit fini et à la distribution à nos consommateurs dans plus de 40 pays différents.

Comme vous le savez peut-être, le Canada est le plus grand producteur de potasse au monde, il fournit plus de 30 % de l'approvisionnement mondial. Les agriculteurs du monde entier dépendent de nos produits pour nourrir leurs cultures. En effet, ils doivent augmenter la productivité alimentaire par acre de terre agricole.

Mosaic a donc mis au point des produits haut de gamme qui augmentent le rendement des cultures et permettent de combattre les carences nutritives avec la même quantité de nos produits ou moins. Ces produits sont très prisés par les consommateurs en Asie, en Amérique du Sud et partout en Amérique du Nord.

La mission de notre entreprise consiste à assurer la sécurité alimentaire mondiale en aidant le monde à produire les aliments dont il a besoin. L'ONU estime que la population mondiale atteindra 9 milliards de personnes d'ici 2050. Ainsi, les agriculteurs du monde devront produire encore plus d'aliments, encore plus de carburant, et auront besoin d'une plus grande quantité d'engrais pour ce faire. En fait, on doit déjà actuellement aux engrais la moitié du rendement des cultures dans le monde.

Depuis quelques années, en particulier, les conditions sont difficiles dans le milieu agricole et les marchés des produits de base en général. Les difficultés qui frappent le transport ferroviaire au Canada cette année s'y ajoutent. La potasse est le principal minerai d'exportation du Canada, en volume comme en valeur économique, si bien que nous avons absolument besoin d'un système ferroviaire sécuritaire pour assurer non seulement la poursuite des exportations, mais leur croissance. Dans l'état actuel, Mosaic exporte 95 % de sa potasse chaque année, et presque la moitié des produits sont expédiés à l'étranger par l'intermédiaire de Canpotex, l'agence de marketing internationale.

Dans ce climat économique difficile, l'innovation est plus essentielle que jamais pour réussir. Ces dernières années, nous avons fait l'essai de plus d'un millier de produits avec des chercheurs privés et des universitaires chevronnés, de même que des consommateurs et des producteurs. La stratégie d'innovation de Mosaic favorise les idées qui viennent de nos effectifs. Chaque année, Mosaic dépense environ 11 millions de dollars en amélioration continue, en recherche et développement et en mise au point de nouvelles technologies.

Notre équipe de R-D canadienne évalue les idées et creuse les plus prometteuses. Cette façon de faire est à l'origine de plusieurs grands succès, dont je peux vous donner quelques exemples.

Notre produit haut de gamme Aspire combine la potasse et le bore, soit le deuxième nutriment dont les cultures sont le plus en carence dans le monde, si bien que les producteurs peuvent économiser beaucoup de temps, d'énergie et d'argent en appliquant les deux en même temps. Aspire est un produit à libération lente, ce qui réduit le lessivage et le ruissellement. Il s'agit d'un produit créé par Mosaic qui est désormais vendu dans le monde et exporté depuis notre mine de Colonsay, en Saskatchewan.

Pour ce qui est de l'automatisation, Mosaic a plusieurs projets dans les cartons de ses ingénieurs et de ses autres spécialistes. Ces projets visent à accroître l'efficacité de l'exploitation minière, la durabilité et la sécurité des mines. Bien que notre projet d'automatisation en soit toujours à l'étape de projet pilote, nous croyons qu'il pourrait changer la donne au cours des prochaines années.

Mosaic appuie pleinement la poursuite du programme d'encouragements fiscaux pour la recherche scientifique et le développement expérimental, ou RS et DE, en exploitation minière, parce que ce programme peut avoir une incidence importante sur les décisions d'investissement dans la R-D au Canada. Nous estimons cependant qu'il y aurait lieu de revoir le processus de demande actuel. Selon notre expérience, ce processus est lourd et complexe. Il risque donc de dissuader bien des entreprises canadiennes d'investir davantage dans la R-D au Canada. L'économie canadienne bénéficierait beaucoup d'un processus simplifié et amélioré pour stimuler sa croissance.

● (0900)

Avant de terminer, j'aimerais parler brièvement des questions environnementales. Une étude récente menée par une tierce partie au nom de Mosaic montre que les producteurs de potasse canadiens sont un modèle dans le monde pour ce qui est de l'intensité de leurs émissions de gaz à effet de serre. En 2014, l'intensité des émissions de GES à l'échelle du cycle de vie de la potasse n'était que de 29 % de la moyenne mondiale, une statistique bien inférieure à celle des autres grandes régions productrices de potasse.

En même temps, nous devons composer avec des taux d'imposition et des coûts d'expédition bien supérieurs à ceux de nos principaux concurrents, particulièrement la Russie et le Bélarus, ce qui nuit à la compétitivité du Canada. Nous encourageons donc le gouvernement à adopter une perspective holistique lorsqu'il réfléchit à l'agriculture et aux exploitations canadiennes et à ne pas oublier l'effet cumulatif des règlements actuels et de la réglementation proposée. À l'heure actuelle, il y a plusieurs grands projets en cours, dont la taxation du carbone, la réglementation sur l'examen des incidences environnementales et les normes sur le carburant propre. Il ne faut pas examiner chacun de ces enjeux isolément, parce que les effets cumulatifs des divers règlements fédéraux pourraient dissuader les entreprises du monde de continuer d'investir dans l'innovation et l'amélioration de l'environnement et de l'économie. En fait, quelques études récentes montrent que le taux d'investissement au Canada a déjà ralenti considérablement depuis quelques années.

Nous recommanderions au gouvernement de réserver des fonds pour la création d'un programme d'efficacité énergétique qui nous aiderait à absorber les coûts d'investissement initiaux dans les nouveaux projets visant la mise à niveau d'installations existantes. Ce genre d'investissement aiderait les secteurs matures à intensité énergétique élevée et particulièrement exposés aux aléas du marché, comme le nôtre, dans nos efforts pour réduire davantage nos émissions et accroître notre compétitivité.

Nous serons ravis de poursuivre cette conversation avec vous n'importe quand, et je suis prêt à répondre à toutes vos questions.

Merci.

Le président: Merci, monsieur Hopson. J'espère seulement que ce n'est pas votre fenêtre que nous voyons derrière vous, avec toute cette neige. C'est un peu tôt pour nous.

J'aimerais également souhaiter la bienvenue à tout le personnel, aux interprètes et aux techniciens qui rendent notre travail tellement plus facile, ainsi qu'aux journalistes. Je vous remercie tous d'être parmi nous.

Nous commencerons la période de questions par des interventions de six minutes.

Commençons par M. Berthold.

[*Français*]

M. Luc Berthold (Mégantic—L'Érable, PCC): Merci, monsieur le président.

J'espère que, comme nous, vous avez passé un bel été. Nous avons effectivement visité beaucoup de fermes. Cela a été un plaisir de rencontrer les fermiers un peu partout au Québec et même quelquefois ailleurs. Je crois que les défis sont très présents pour tous. L'été a été un peu sec dans certains secteurs, et nous devrions avoir une pensée pour ces fermiers aujourd'hui, étant donné que bien des questions se posent sur ce qui va arriver au cours des prochains jours.

Je vais sans plus tarder poser une question à M. Hopson.

À la fin de votre présentation, vous avez parlé de la taxe sur le carbone. J'ai remarqué que, au cours des dernières années, les entreprises canadiennes ont fait des efforts très importants pour limiter leurs émissions de carbone. Vous avez mentionné, je crois, que votre compagnie était l'une des plus efficaces en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Est-ce que je me trompe en disant que, chaque fois qu'une compagnie comme la vôtre investit au Canada, nous nous soucions de limiter les émissions et de faire tout notre possible pour que, sur le plan de l'environnement, toutes les conditions qui existent actuellement en matière de changement climatique soient respectées?

[*Traduction*]

M. Tyler Hopson: Je ne suis pas certain d'avoir bien compris votre question, mais effectivement, nous avons déployé beaucoup d'efforts depuis quelques années, et même quelques décennies, pour améliorer notre performance environnementale. Notre entreprise s'est fixé des cibles internes — pour sa production mondiale comme canadienne —, afin de réduire ses émissions de 10 % par tonne de produits d'ici 2020. Nous avons déjà réussi à enregistrer une réduction de 5 % de nos émissions de gaz à effet de serre, et ce n'est qu'un début, en plus d'avoir réduit notre consommation d'eau douce et d'énergie.

Cependant, comme je l'ai dit dans mon exposé, quand on compare la production de potasse canadienne à celle de nos concurrents internationaux, nous faisons déjà très bonne figure. En fait, certains estiment que nos émissions représentent la moitié de celles d'autres entreprises et d'autres pays du monde. C'est tout un défi pour nous que de continuer de réduire autant nos émissions. Il y a des possibilités, mais dans un secteur aussi mature et énergivore que le nôtre, ce genre de réduction supplémentaire nécessiterait un investissement important de capitaux dans la recherche, ce qui, bien sûr, n'est pas évident.

● (0905)

[*Français*]

M. Luc Berthold: Je vous félicite. Vous avez fait tout cela et vous avez atteint ces résultats sans qu'il soit nécessaire de vous forcer la main au moyen d'une taxe sur le carbone. Je tiens à souligner que les entreprises canadiennes sont proactives. Il n'est pas nécessaire de les pénaliser en leur imposant des taxes et en les rendant moins concurrentielles sur la scène internationale. On n'a qu'à encourager des initiatives comme celles dont vous nous avez fait part, monsieur Hopson.

Je vais maintenant m'adresser aux représentants de Collèges et instituts Canada.

J'ai eu l'occasion de beaucoup me promener. Vous avez soulevé le problème de la main-d'oeuvre. Maintenant, tous les programmes, quels qu'ils soient, tentent désespérément d'attirer des jeunes, des étudiants.

Comment faites-vous pour les intéresser au secteur de l'agriculture?

Mme Christine Trauttmansdorff: C'est une bonne question. C'est en effet un sujet qui nous préoccupe dans notre secteur.

[*Traduction*]

Je pense que cela ne se limite pas au secteur agricole. Il faut aider les jeunes — et de plus en plus, les plus vieux aussi, parce que l'éducation devient une nécessité toute la vie durant — à comprendre ce que les collèges et les instituts ont à offrir, comment le marché de l'emploi évolue, la formation dont ils auront besoin et les débouchés qui s'ouvrent à eux pour l'avenir. Il faut en faire quelque chose d'assez concret et tangible pour les attirer.

Je pense que l'apprentissage intégré au travail est un excellent moyen d'attirer les gens. Quand les gens ont l'occasion, avant de commencer leurs études ou au début de leur parcours scolaire, de travailler au sein d'une entreprise pour voir ce qui se passe dans l'industrie et comprendre les options qui existent, parce qu'il y a beaucoup de cheminements professionnels possibles, c'est une excellente façon d'entrevoir leur carrière potentielle.

[*Français*]

M. Luc Berthold: Quand on parle d'innovation, de nouvelles technologies, ce n'est pas à l'agriculture que les jeunes pensent spontanément. Pourtant, lors des visites que j'ai faites au cours de l'été, j'ai observé qu'il y avait un potentiel de développement énorme. Votre Smart Farm Project est vraiment super intéressant.

Le fait de démontrer aux jeunes que l'agriculture d'aujourd'hui n'est pas à l'image des fermes de l'époque n'est-il pas une façon de les encourager à découvrir ce beau métier qu'est l'agriculture?

Monsieur Cullum, qu'en pensez-vous?

[*Traduction*]

M. Stuart Cullum: Je suis d'accord avec vous. Ce qui est emballant, au sujet de la ferme intelligente, c'est qu'elle a été mise en place en collaboration avec l'industrie. Il était tout à fait délibéré de mobiliser des membres de l'industrie afin de nous aider à comprendre de quel genre de milieu d'apprentissage elle avait besoin, parce que c'est vraiment ce que nous avons créé, et c'est ce qu'il faut pour outiller les travailleurs du futur.

Cela a aussi pour effet de convaincre quiconque envisage d'étudier à notre collège que c'est un bon choix pour trouver un emploi. Chacun de nos programmes a son comité consultatif de l'industrie, qui vise à assurer que nos programmes théoriques et nos environnements d'apprentissage sont bien positionnés pour que nos futurs diplômés soient prêts à l'emploi. C'est enthousiasmant pour nos étudiants, et cela les rassure beaucoup.

De même, la ferme intelligente elle-même est très...

Le président: Je m'excuse, monsieur Cullum, je vais devoir vous interrompre.

M. Stuart Cullum: Oh, d'accord, je comprends. Merci.

Le président: Merci.

[*Français*]

Merci, monsieur Berthold.

[*Traduction*]

Monsieur Longfield, vous avez six minutes.

● (0910)

M. Lloyd Longfield (Guelph, Lib.): Merci, monsieur le président, et bon retour au travail à tout le monde.

J'ai moi aussi visité des exploitations agricoles pendant l'été. Des représentants de tous les partis ont été conviés à une visite du centre de recherche de Syngenta juste au nord de Guelph. J'ai rencontré les gens d'une fiducie agricole nationale. Il est intéressant de voir comment s'établissent les liens entre les intervenants urbains et ruraux dans ce contexte. J'ai aussi visité une ferme biologique et j'ai pu constater quelques-unes des difficultés découlant de la sécheresse que nous avons connue dans le Sud de l'Ontario et les moyens mis en oeuvre pour y remédier en faisant appel à de la main-d'oeuvre étrangère. Certains de ces éléments vont dans le sens de nos échanges de ce matin quant aux mesures à prendre pour améliorer notre capacité concurrentielle.

J'accorde beaucoup d'importance aux liens pouvant être établis avec les collèges. Comme je l'ai indiqué lors d'autres séances, je suis diplômé du Collège Red River à Winnipeg. Je sais que les secteurs de la fabrication et de l'agriculture sont reliés, et c'est cet aspect que je souhaiterais aborder d'entrée de jeu.

Dans votre exposé, vous avez mentionné les programmes d'apprentissage intégré au travail et de perfectionnement des compétences. Vous avez souligné toute l'importance de ces programmes pour permettre aux travailleurs en milieu de carrière de demeurer performants dans un contexte où les technologies numériques prennent de plus en plus de place. Pouvez-vous nous dire comment le gouvernement fédéral pourrait contribuer ou contribue déjà à l'élaboration de programmes de perfectionnement des compétences?

Mme Christine Trauttmansdorff: C'est sans doute le prochain secteur qui deviendra prioritaire. Dominic Barton soulignait d'ailleurs dans ses rapports la nécessité de devenir une nation misant sur l'apprentissage toute la vie durant. Ce sera l'occasion rêvée pour les collèges de tabler sur les liens étroits établis avec leur collectivité et son développement économique, avec les différents intervenants dans leur région et, surtout, avec les entreprises et les industries conscientes d'avoir des besoins semblables.

On peut bien parler du recrutement de nouveaux diplômés, de nouveaux employés possédant toutes les compétences voulues, mais il faut savoir, d'abord et avant tout, qu'il n'est pas toujours possible de recruter et, par ailleurs, que les besoins en matière de compétences vont évoluer au fil du temps. En amorçant un dialogue sur les moyens à prendre pour développer les compétences requises et faire en sorte que les travailleurs actuels demeurent à la hauteur, on se donne l'occasion d'établir des partenariats très étroits avec les établissements postsecondaires en général, et avec les collèges en particulier, car la grande souplesse et la bonne capacité d'adaptation de ceux-ci leur permettent de concevoir des programmes de courte durée adaptés aux besoins des travailleurs qui doivent se tenir à jour.

M. Lloyd Longfield: Il y a donc vraiment une distinction à faire entre les programmes pour les travailleurs étrangers temporaires et ceux visant le perfectionnement de cette main-d'oeuvre.

Mme Christine Trauttmansdorff: Tout à fait.

M. Lloyd Longfield: Il est bon de le préciser, car cette distinction n'est pas toujours faite sur le marché.

Comme j'ai très peu de temps, je vais me tourner vers notre témoin à Regina pour le remercier de sa participation.

J'ai passé beaucoup de temps dans les mines de potasse de la Saskatchewan. Vous en avez cité certaines, du travail effectué par Kalium à l'époque — ce qui trahit mon âge avancé — jusqu'à ce que fait maintenant Mosaic.

Notre gouvernement insiste beaucoup sur la nécessité de tarifer la pollution. Dans le contexte de nos efforts pour développer nos marchés d'exportation, nous devons aussi accorder le crédit qui leur revient aux entreprises qui réduisent leur empreinte carbone, ce qui témoignera d'une approche responsable en matière de changement climatique, car la pollution doit avoir un coût. Avez-vous été en mesure de tirer profit de l'un ou l'autre de nos programmes de réduction des émissions de carbone via l'écologisation de vos infrastructures? Avez-vous été informés de l'existence de ces programmes? Comment pourrions-nous vous être utiles à ce chapitre? Y a-t-il des éléments sur lesquels nous devrions insister dans le cadre de notre étude?

M. Tyler Hopson: Il va de soi que nous avons exploré différents programmes au cours des dernières années pour essayer de déterminer si nous pourrions en tirer parti. En toute franchise, nous n'y sommes pas vraiment parvenus jusqu'à maintenant. Il est possible que cela soit attribuable en partie au fait que nous ne connaissons pas tous les programmes existants, mais il y a aussi le fait que le financement disponible pouvait être dans certains cas trop élevé ou trop restreint pour le type de projets que nous réalisons.

Nous demeurons vigilants à ce sujet et nous avons eu des pourparlers avec Innovation, Sciences et Développement économique Canada en vue d'examiner les différentes options. C'est certes une avenue que nous n'hésiterons pas à emprunter.

M. Lloyd Longfield: Dans le cadre de notre étude, nous pourrions peut-être suggérer que l'on fasse la promotion des programmes que nous offrons par l'entremise d'Environnement et Changement climatique Canada, comme celui pour les infrastructures écologiques. Je sais que l'industrie minière a toujours été une pionnière pour ce qui est de la réduction de l'empreinte écologique et des impacts environnementaux sans toutefois, je le rappelle, obtenir le crédit qui lui revient à cet égard.

Pour illustrer les efforts déployés, vous avez parlé d'un meilleur contrôle des eaux de ruissellement et de la concurrence que vous devez livrer à d'autres pays, comme la Russie, l'un de vos principaux compétiteurs dans l'industrie de la potasse.

Y a-t-il d'autres marchés que nous pourrions développer et cibler pour l'engrais produit au Canada?

M. Tyler Hopson: Vous parlez des marchés d'exportation, ou bien...?

● (0915)

M. Lloyd Longfield: Oui. Vous avez indiqué que 95 % de vos produits sont exportés.

M. Tyler Hopson: C'est bien cela.

M. Lloyd Longfield: Je sais que la concurrence nous vient principalement de la Russie.

M. Tyler Hopson: Il y a certes différentes régions du monde où l'on produit de la potasse, mais la Russie et la Biélorussie sont les deux principales après le Canada. Il est difficile pour nous de maintenir nos coûts d'administration et de production à un niveau nous permettant de demeurer concurrentiels, car nous évoluons dans des contextes très différents à bien des égards. Nous avons connu des situations où les producteurs russes et biélorusses pouvaient expédier leurs produits à moindre coût que les producteurs canadiens, et ce, même en Amérique du Nord.

M. Lloyd Longfield: La situation perdure depuis bien des années. Je sais que nous avons des stocks qui s'accumulent lorsque la demande est faible sur le marché. Nous nous retrouvons alors avec des montagnes de potasse dont nous pourrions nous passer dans le paysage des Prairies.

Il semblerait que je n'ai plus de temps, mais je tiens à vous remercier grandement d'avoir été des nôtres aujourd'hui. Je suis désolé que vous n'ayez pas pu le faire plus tôt dans notre étude. Votre témoignage a été très utile. Merci.

Le président: Merci, monsieur Longfield.

Nous passons à M. MacGregor pour les six prochaines minutes.

M. Alistair MacGregor (Cowichan—Malahat—Langford, NPD): Merci, monsieur le président.

Je souhaite la bienvenue à tous mes collègues. Je suis heureux de tous vous revoir.

Je vais d'abord m'adresser aux représentants de Collèges et instituts Canada.

De toute évidence, les changements climatiques et les mesures que nous prenons en conséquence seront des éléments déterminants pour la suite des choses au cours du présent siècle. Plusieurs avenues s'ouvrent devant nous, avec chacune des résultats différents.

À la lumière d'une étude précédente, je sais que les agriculteurs sont souvent aux premières lignes de la lutte contre les changements climatiques. Ils sont sans doute les meilleurs gardiens de nos terres, mais ce sont également eux qui sont les plus affectés lorsque les modèles météorologiques se dérèglent pour nous donner une sécheresse ou une inondation, par exemple.

Dans le contexte de notre étude sur la technologie et l'innovation ainsi que du travail effectué dans vos différents collèges et instituts partout au pays, pourriez-vous nous parler d'aspects particuliers que vous abordez dans la formation des étudiants quant aux moyens à prendre pour s'adapter à ces changements et les atténuer? Y a-t-il des technologies bien précises sur lesquelles nous pourrions tabler pour mieux nous attaquer à ce défi?

Mme Christine Trauttmansdorff: Je vais essayer de vous répondre avec une affirmation générale avant de vous donner un exemple précis.

D'une manière générale, le système collégial est conçu de façon à pouvoir s'adapter aux besoins actuels des différentes industries locales. Nous y parvenons en maintenant des liens étroits avec ces industries, notamment par l'entremise de nos comités consultatifs de programme. Deux fois par année, les responsables de la conception du programme d'études rencontrent un groupe d'intervenants qui travaillent dans l'industrie ou qui sont des employeurs dans le secteur pour connaître leur point de vue quant aux cours que nous devrions donner, aux compétences recherchées chez les diplômés, à la performance des diplômés de l'année précédente, à leurs besoins de main-d'oeuvre prévus pour l'avenir, et aux nouvelles exigences de l'industrie dont nous devrions tenir compte, particulièrement en matière de technologie. C'est ainsi que l'on fonctionne au sein du système collégial.

Je vais maintenant vous donner un exemple précis en revenant au travail de recherche appliquée dont nous avons parlé aujourd'hui. Un projet de recherche réalisé au Collège communautaire du Nouveau-Brunswick aide les producteurs agricoles à effectuer les évaluations environnementales nécessaires pour savoir comment optimiser l'utilisation de leurs sols, de leur eau, de leurs ressources et de leurs engrais afin de réduire leur empreinte environnementale, d'améliorer leur rendement et de composer avec certaines des situations météorologiques imprévisibles que vous avez décrites, comme les sécheresses.

M. Alistair MacGregor: Monsieur Cullum, vous avez quelque chose à ajouter quant à la situation au Collège Olds?

M. Stuart Cullum: Je crois que le Canada fait montre d'un leadership exemplaire en continuant à produire toujours davantage tout en réduisant les impacts sur l'environnement. Tout le concept de l'agriculture intelligente est fondé sur le recours à la technologie et à la science pour accroître la viabilité économique et environnementale. Les deux vont de pair. C'est un bilan dont notre secteur agricole peut être fier depuis des années et même des décennies.

Nous voulons que le Collège Olds devienne un chef de file en matière d'agriculture intelligente. Notre ferme intelligente vise à permettre de miser sur les outils technologiques afin d'accélérer la tendance vers un accroissement de la productivité et de la viabilité parallèlement à la diminution des impacts environnementaux. Notre Centre d'accès à la technologie pour l'élevage du bétail est spécialement conçu de manière à aider les éleveurs à accroître leur efficience, c'est-à-dire essentiellement à augmenter les gains de poids de leurs bêtes tout en diminuant la quantité de fourrage et d'eau utilisés à cette fin. Pour y parvenir, nous avons recours à la génétique, mais aussi à la technologie. Nous appuyons les entreprises qui souhaitent adopter des solutions technologiques pour améliorer leurs résultats à ce chapitre. En outre, nous collaborons étroitement avec nos partenaires universitaires aux fins de la réduction des émissions de gaz à effet de serre de nos cheptels.

Il y a de nombreux exemples montrant très bien à quel point notre industrie est une pionnière en la matière et comment nos collèges aident les entreprises à recourir à la technologie pour que nous demeurions des chefs de file.

● (0920)

M. Alistair MacGregor: Merci.

Monsieur Hopson, j'ai une question un peu dans la même veine à votre intention.

Je vous remercie de nous avoir exposé très clairement les difficultés auxquelles votre industrie se heurte. Ce secteur très énergivore demeure tout de même l'un de nos plus dynamiques pour l'exportation et parmi les meilleurs moteurs économiques à notre disposition au Canada. Je sais que nos principaux concurrents, la Biélorussie et la Russie, ne doivent certes pas composer avec des normes semblables à celles qui s'appliquent chez nous. Il ne fait aucun doute que nous devons continuer à chercher des façons de mieux appuyer votre industrie dans ce contexte particulier.

Il y a une chose dont j'aimerais que vous nous parliez. À l'échelle de la planète, les consommateurs sont de plus en plus conscientisés à l'importance des modes de production utilisés. Plus que jamais auparavant, les gens se préoccupent de la manière dont les produits sont conçus et des normes qui sont mises en place à cette fin. Ne croyez-vous pas qu'il pourrait être bénéfique pour votre industrie que les consommateurs à l'échelle planétaire sachent que la potasse canadienne a été produite dans le respect de certaines normes et que nous faisons nettement mieux que la Russie et la Biélorussie à ce niveau? Ne vaudrait-il pas la peine de mener une stratégie de commercialisation en ce sens?

M. Tyler Hopson: C'est assurément une réalité que nous devrions nous assurer de mieux communiquer. Nous devrions faire en sorte que notre bilan et nos accomplissements soient mieux connus de tous, non seulement du point de vue environnemental, mais aussi relativement à d'autres facteurs comme les normes du travail, l'investissement local et l'engagement communautaire. Je crois que le Canada a toutes les raisons d'être fier de ces réalisations que nous devrions certes chercher à mieux faire connaître.

Dans l'état actuel des choses, ces accomplissements n'améliorent pas vraiment notre sort pour ce qui est des prix que nous pouvons obtenir sur les marchés internationaux. C'est un marché mondial soumis à la concurrence, si bien que nous devons nous contenter du prix qui nous est offert. Je dois donc malheureusement avouer que ces autres éléments ne sont pas actuellement pris en compte dans l'établissement du prix de la potasse sur les marchés mondiaux. Il est possible que cela change, et sans doute que ce sera le cas, comme vous l'avez souligné, mais nous n'en tirons pas nécessairement pour l'instant de bénéfices particuliers.

M. Alistair MacGregor: Merci.

Le président: Nous passons à M. Jean-Claude Poissant pour les six prochaines minutes.

[*Français*]

M. Jean-Claude Poissant (La Prairie, Lib.): Je vous souhaite à tous la bienvenue au Comité.

Mes premières questions vont porter sur l'éducation et la main-d'oeuvre.

L'été passé, j'ai visité des fermes, mais j'ai aussi remplacé mon fils à la ferme. Cela faisait trois ans que je ne l'avais pas fait. J'ai vu la nouvelle technologie qui y est maintenant utilisée, et cela m'a pris beaucoup de temps pour apprendre à m'en servir. C'est pour cela que je me pose beaucoup de questions sur les nouvelles technologies, qui évoluent très rapidement. Comment vont-elles évoluer au fil du temps? Nos jeunes sont-ils capables de suivre cette évolution très rapide?

Mme Christine Trauttmansdorff: C'est une bonne question. Je vais dire un peu la même chose que ce que j'ai dit en réponse à une question de M. MacGregor. C'est la façon dont on forme les gens qui importe. Ce qui est important, ce ne sont pas tant les détails dont ils prennent connaissance pendant leurs études, mais la façon dont ils apprennent.

[*Traduction*]

Si l'on demande aux jeunes de chercher des solutions novatrices aux problèmes pouvant se présenter en milieu de travail et d'essayer de comprendre comment les agriculteurs composent avec les obstacles auxquels se heurte leur petite entreprise, leur mode d'apprentissage évolue. D'après moi, c'est sur cet aspect que nous devons concentrer nos efforts. Il ne s'agit pas seulement de maîtriser tous les éléments d'une technologie en particulier, mais d'apprendre à penser de façon créative et novatrice. C'est primordial pour nous.

Cela étant dit, la demande pour l'apprentissage de nouvelles technologies est très forte. Il est donc extrêmement important que nos collèges puissent compter sur les équipements, les installations et les enseignants nécessaires. Il nous faut tout au moins former les gens pour qu'ils puissent utiliser la technologie actuellement en usage dans l'industrie. Nous espérons de plus avoir une longueur d'avance de telle sorte que nos diplômés puissent apporter avec eux en milieu de travail de nouvelles idées, de nouvelles technologies et de nouvelles compétences. C'est ainsi qu'ils pourront montrer la voie à suivre à la main-d'oeuvre en place quant aux nouvelles choses qu'il est désormais possible de réaliser. Il faut pour ce faire investir sans cesse dans les infrastructures à la disposition des établissements postsecondaires. Il est très coûteux de suivre ainsi l'évolution de la technologie, mais ne pas le faire équivaut selon moi à laisser tomber nos jeunes.

● (0925)

M. Stuart Cullum: J'aimerais ajouter rapidement quelque chose à ce sujet. Je crois en effet qu'il est vraiment important que nous reconnaissions la convergence entre la technologie et l'agriculture. C'est d'ailleurs pour cette raison que le Collège Olds vient de mettre sur pied une nouvelle école de technologie agricole. Nous avons embauché un doyen et nous allons mettre en place un nouveau programme d'études en la matière. Nous espérons bien pouvoir attirer des enseignants du secteur technologique pour offrir ce programme.

Bon nombre de nos partenaires actuels en recherche appliquée ne sont pas des entreprises agricoles, mais bien des sociétés du secteur de la technologie. Celles-ci se joignent à nous pour deux raisons. Premièrement, elles constatent que leur technologie actuellement appliquée dans une industrie pourrait fort bien être utilisée dans le secteur agricole. Deuxièmement, elles n'ont pas nécessairement une bonne compréhension de l'agriculture et s'adressent donc à des établissements comme le nôtre qui leur servent de porte d'accès à ce secteur. Dans nos différents campus, nous créons des environnements d'apprentissage pour aider nos étudiants à apprivoiser de nouvelles technologies. Nous voudrions en fait que le Collège Olds offre un environnement d'apprentissage adapté à l'évolution future de l'agriculture.

[*Français*]

M. Jean-Claude Poissant: Merci.

Cela m'amène à vous poser la question suivante.

Quel est le pourcentage de jeunes non issus du milieu agricole qui s'inscrivent à un cours? Fait-on un suivi pour savoir si les gens du milieu agricole réussissent mieux que ceux qui n'en sont pas issus?

Mme Christine Trauttmansdorff: Je n'ai pas ces chiffres, mais je vais faire un suivi afin de répondre à votre question.

M. Jean-Claude Poissant: D'accord.

Ma prochaine question s'adresse à M. Hopson. On a parlé des engrais qu'on épand sur les terres partout au pays. Avez-vous une idée de la superficie de terres sur lesquelles on épand des engrais organiques? Je sais qu'il pourrait y en avoir davantage, mais avez-vous une idée de ce que cela peut représenter?

[*Traduction*]

M. Tyler Hopson: Je n'ai pas ces renseignements sous la main, mais si la chose vous intéresse, nous pourrions certes faire le nécessaire pour vous transmettre ces chiffres.

[*Français*]

M. Jean-Claude Poissant: Merci. Nous vous en serions reconnaissants.

J'aimerais revenir sur la formation. Comme vous le savez, il manque de main-d'oeuvre dans le domaine agricole. Par le passé, j'ai participé au Programme d'apprentissage en milieu de travail. Avez-vous entendu parler de ce programme? Si oui, qu'en pensez-vous?

Mme Christine Trauttmansdorff: Comme nous l'avons dit plus tôt, il est très important de maintenir les compétences de la main-d'oeuvre actuelle en plus de former les gens qui intègrent l'industrie.

[*Traduction*]

Je pense qu'il existe d'extraordinaires possibilités à ce chapitre. Il faut travailler en partenariat afin d'aider les industries et les entreprises à bien comprendre quelles technologies sont en émergence et quelles compétences devront posséder les travailleurs de demain pour pouvoir ensuite offrir aux employés en milieu de travail la formation nécessaire, qu'il s'agisse de programmes déjà existants ou de nouveaux cours sur mesure.

[*Français*]

M. Jean-Claude Poissant: Pour terminer, j'aimerais savoir si vous voyez une différence, sur le plan du nombre d'inscriptions des jeunes qui prennent la relève, entre ceux qui optent pour une formation sur la production assujettie à la gestion de l'offre et ceux qui choisissent un autre programme?

Ceux qui optent pour la formation sur la production assujettie à la gestion de l'offre sont-ils plus nombreux à suivre une formation ou est-ce assez équilibré?

Le président: Veuillez répondre brièvement, s'il vous plaît.

[*Traduction*]

Mme Christine Trauttmansdorff: Je préférerais attendre pour répondre à cette question; il faudrait que j'y réfléchisse un peu plus.

[*Français*]

Le président: Merci, monsieur Poissant.

Je vais maintenant céder la parole à M. Drouin pour six minutes.

M. Francis Drouin (Glengarry—Prescott—Russell, Lib.): Merci beaucoup, monsieur le président.

C'est à mon tour de souhaiter la bienvenue à tous ceux qui sont présents ici aujourd'hui. J'ai bien hâte de travailler avec vous au cours de cet automne.

[*Traduction*]

Christine ou Stuart, peut-être pourriez-vous nous en dire davantage au sujet de l'accès à la technologie. Nous parlons de formation en technologie, mais l'accès à la technologie est également primordial pour alimenter cet esprit d'entrepreneuriat au Canada. Le gouvernement a notamment mis l'accent sur la valorisation de nos produits agricoles. Plutôt que d'exporter des produits bruts, nous les transformons au Canada.

Nous avons entre autres en Ontario un centre pour l'entrepreneuriat agroalimentaire qui est situé à Colborne. J'ai visité ce centre il y a quelques semaines et j'ai pu constater à quel point il était facile pour les agriculteurs d'y avoir accès à la technologie. Ils nous ont donné l'exemple d'un agriculteur qui s'est présenté là-bas avec ses patates douces en demandant: « Aidez-moi à faire quelque chose avec ça. » Reste quand même que le centre a dû se doter d'équipements très coûteux. Comment pouvons-nous aider ces gens-là? Quel pourrait être le rôle du collège pour aider ces petites entreprises à prendre de l'expansion notamment via la création d'autres centres d'entrepreneuriat agroalimentaire au Canada?

● (0930)

M. Stuart Cullum: C'est une question fondamentale. Les collèges sont en fait très bien placés pour jouer un rôle clé à ce niveau.

Le Collège Olds dispose de grandes superficies de terre. La ferme du collège fonctionne suivant le mode actuel d'exploitation agricole. Nous voulons opérer la transition vers l'avenir de l'agriculture et intégrer de nouvelles technologies. Nous misons uniquement sur les partenariats pour y arriver. Nous ne disposons pas des ressources nécessaires pour acquérir cette technologie. Dans le cas de notre ferme intelligente, nous devons collaborer avec 15 partenaires des secteurs agricole et technologique, dont certaines multinationales, pour nous doter de la technologie requise.

Nos producteurs agricoles peuvent ainsi se faire une meilleure idée de l'évolution du secteur. Pour leur part, les entreprises technologiques ont la possibilité de mettre au point à grande échelle leurs innovations qui seront utilisées par les agriculteurs dans 3, 5 ou 10 ans d'ici.

Je vais me rendre en Australie dans quelques semaines. J'y discuterai avec les gens d'une entreprise qui offre une technologie d'automatisation qui n'est pas disponible en Amérique du Nord. Ils croient que le Collège Olds pourrait leur servir de tribune pour présenter cette technologie en montrant comment elle pourrait être utilisée dans notre système agricole. C'est la situation idéale pour nos agriculteurs, car ils veulent voir comment une technologie fonctionne avant d'investir pour l'utiliser dans leur propre ferme.

Notre établissement tient à appuyer à la fois les entreprises souhaitant proposer une nouvelle technologie et les agriculteurs qui veulent avoir la démonstration de son efficacité avant de l'adopter.

Mme Christine Trauttmansdorff: Je pourrais vous parler d'autres établissements semblables. Le Collège Holland a un centre de recherche dont les efforts vont pas mal dans le sens que l'on vient de vous décrire. On y met surtout l'accent sur l'industrie alimentaire en réalisant des tests de goût et des tests de marché portant notamment sur l'aspect des produits afin d'en faciliter la commercialisation.

Le Collège George Brown de Toronto abrite un autre centre fortement axé sur l'alimentation où l'on aide les petites entreprises à développer de nouvelles gammes de produits. Le Collège Lambton de Sarnia s'intéresse en priorité à la betterave à sucre, un produit en pleine croissance. Que pouvons-nous faire de ces betteraves? Comment pouvons-nous accroître le rendement de la production? Comment explorer de nouveaux marchés pour ces produits qui...

M. Francis Drouin: Est-ce que Collèges et Instituts Canada surveille ce que les collèges font de sorte qu'on ne répète pas nécessairement ce que fait un collège, mais qu'on ajoute de la valeur au réseau collégial au Canada?

Mme Christine Trauttmansdorff: C'est un défi constant.

M. Francis Drouin: Oui.

Mme Christine Trauttmansdorff: Les choses vont vite, et les collèges aussi. Ils lancent de nouveaux projets. Nous avons essayé de faire des choses sur le plan des bases de données de projets, mais il est impossible de suivre le rythme. Si quelque chose se produit, cela se produira dans un collège. Nous pouvons vous donner des exemples de ce que vous cherchez.

M. Francis Drouin: J'ignore combien de temps il me reste, mais j'ai peut-être une dernière question concernant l'accès aux travailleurs, entre autres. Nous savons que lorsqu'il est question de technologie, l'automatisation règle en quelque sorte le problème de non-disponibilité de la main-d'oeuvre. Comment le système collégial attire-t-il des jeunes vers le secteur agricole? Voyez-vous une tendance se dessiner sur ce plan?

M. Stuart Cullum: En fait, cela devient plus facile, car notre secteur est de plus en plus axé sur la technologie. Nous sommes capables d'attirer beaucoup de jeunes qui ne sont pas du secteur, ce qui est important, car ils considèrent l'exploitation agricole comme un endroit où ils peuvent travailler en tant que spécialistes des technologies de l'information, des systèmes opérationnels commerciaux ou de l'intelligence artificielle. Il ne s'agit plus seulement d'agriculture. Il s'agit de la façon dont ils appliquent cette passion dans un secteur qui deviendra un générateur d'activité économique pour notre pays.

M. Francis Drouin: Je crois qu'il me reste du temps. Concernant la propriété intellectuelle, lorsque vous collaborez avec des entreprises, comment ce système est-il mis en place avec les collèges? Conservez-vous...?

M. Stuart Cullum: C'est très convivial. Pour la plupart des collèges — en fait, pour tous les collèges, je crois —, sur le plan de la recherche appliquée, la propriété intellectuelle se retrouve dans les entreprises. Nous souhaitons offrir un service au secteur et faire participer des étudiants dans le cadre d'un exercice d'apprentissage, mais la propriété intellectuelle se retrouve dans les entreprises. C'est un principe vraiment important sur lequel nos activités de recherche appliquée se sont toujours fondées: la libre circulation de la propriété intellectuelle.

Mme Christine Trauttmansdorff: L'autre chose que nous savons très bien, c'est qu'un grand nombre de partenaires du secteur qui vont dans un collège n'ont pas beaucoup de renseignements sur la propriété intellectuelle et ne connaissent pas le régime de propriété intellectuelle et ce qui s'offre à eux, de sorte que les collèges deviennent une sorte de point d'accès pour savoir à qui s'adresser et à quel endroit. Ce n'est peut-être pas ce qui préoccupe une jeune entreprise ou une petite entreprise au départ, mais il est indispensable d'avoir ces connaissances ou d'avoir accès à l'information sur la gestion de la propriété intellectuelle. C'est l'une des fonctions que peut offrir un bureau de recherche collégial.

● (0935)

M. Francis Drouin: Très bien. Merci.

Le président: Merci, monsieur Drouin.

Monsieur Dreeshen, vous disposez de six minutes.

M. Earl Dreeshen (Red Deer—Mountain View, PCC): Merci beaucoup, monsieur le président.

Je suis heureux d'être de retour. Je regardais la photo de M. Hopson. C'est ce à quoi ressemble ma circonscription présentement, avec la neige.

Je suis ravi de discuter avec tout le monde ici. L'important, c'est de déterminer comment changer les choses. Comment nous assurons-nous que l'industrie agricole canadienne est prête pour les exportations? C'est l'aspect particulièrement important.

Monsieur Hopson, vous avez parlé d'une partie des préoccupations et des enjeux que nous avons. Bien entendu, ce que le gouvernement peut faire, entre autres, c'est s'assurer que notre système de transport fonctionne. C'est là une question importante, qu'il s'agisse du transport du grain ou de produits de base, comme la potasse dont vous essayez d'assurer le transport et, bien entendu, il y a notre transport ferroviaire et les pétroliers. Ce sont certaines des préoccupations que nous avons, et il faut vraiment y réfléchir.

J'aimerais vous poser des questions, monsieur Cullum. Je vous remercie de votre présence. Le Collège Olds existe depuis plus de 100 ans, et il joue un rôle vraiment important. Il est reconnu dans le monde, car les gens qui vont au Collège Olds comprennent à quel point son rôle est important.

Je me demande si en cette ère de technologies et de données massives... Ce sont les choses importantes qui se passent à l'heure actuelle. À 20 milles du College Olds, on ne peut pas communiquer par cellulaire, mais nous savons à quel point il est important d'obtenir tous ces renseignements de sorte que tous ces points de données puissent être analysés.

Je sais qu'au Collège Olds, il y a le centre d'innovation. On y réalise beaucoup de choses. Je me demande si vous pouvez nous dire comment la ferme intelligente, où toutes ces différentes entreprises ont contribué, est liée aux autres projets, comme votre centre d'innovation.

M. Stuart Cullum: C'est une bonne question. Au bout du compte, le Collège Olds est actif dans la recherche appliquée et l'innovation depuis environ 20 ans, et il se concentre sur les besoins de l'industrie. Nous voulons vraiment nous assurer que nous créons des centres qui offrent l'occasion aux entreprises de mettre au point leurs produits, de valider l'échelle et de faire la démonstration.

De plus, il offre à nos étudiants un environnement d'apprentissage extraordinaire. La ferme intelligente en est un prolongement. Il s'agit de s'assurer que ces environnements sont de calibre mondial et, comme je l'ai mentionné, qu'ils sont adaptés à l'évolution future de l'agriculture. C'est vraiment lié à cela.

Ce que vous avez mentionné au sujet de la connectivité est très important. Il fallait créer la ferme intelligente de manière à ce qu'elle inclut toute la technologie de l'infrastructure essentielle, dont la connexion. C'est vraiment génial. La ferme intelligente, qui est un champ au milieu de nos terres agricoles, comprend une connexion WiFi complète. C'est essentiel, car on peut créer toutes les données que l'on veut avec les différents appareils et le matériel de surveillance et les capteurs, mais si l'on ne peut pas se connecter aux appareils, à son téléphone intelligent, on ne peut rien faire.

La connectivité des régions rurales constitue un défi important, et nous y travaillons en partenariat avec un grand nombre d'entreprises. Nous établissons de très bonnes relations avec une bonne partie des entreprises de télécommunications quant à la façon dont nous pouvons créer des réseaux sans fil et faire en sorte que la connectivité est accessible, de même que la technologie sur le terrain.

M. Earl Dreeshen: Lorsqu'on parle des données massives et de la technologie, bien entendu, il y aurait un grand nombre d'entreprises de matériel également qui voudraient s'assurer qu'elles sont liées à cette nouvelle technologie, et elles amènent avec elles, comme on l'a mentionné, un type de main-d'oeuvre complètement différent. Les gens croient à tort que les personnes qui travaillent à la ferme ont un profil particulier. On a besoin de spécialistes du secteur de la technologie de pointe qui se soucient de la sécurité et qui comprennent comment fonctionne ce matériel qui vaut plusieurs millions de dollars. C'est aussi un volet essentiel à mon avis.

Pourriez-vous parler de la façon dont les entreprises et le collège entretiennent des liens?

Par la suite, J'aimerais céder la parole à M. Godin pour le temps qu'il me restera.

M. Stuart Cullum: Oui. J'ai parlé de la création d'un nouveau programme, d'une nouvelle école de technologie agricole. Elle constitue une réponse à l'industrie qui demande à notre collège de prendre des mesures à l'égard de la question des technologies et de l'agriculture. De nombreuses personnes à la table représentaient ces entreprises. Elles embauchent des gens et ont besoin de les former elles-mêmes, ce qui est un défi. Il est important que notre établissement d'enseignement relève ce défi et produise les compétences nécessaires de sorte qu'elles aient les talents requis pour soutenir leurs entreprises et leurs clients. Je suis d'accord avec vous: une main-d'oeuvre complètement différente fait son apparition.

Il est également important que nous comprenions que déjà beaucoup de gens du secteur ont passé l'étape des études postsecondaires et ont besoin de perfectionnement. Avec nos programmes, nous veillons à créer des programmes de sorte que les producteurs et d'autres membres de l'industrie puissent revenir dans nos environnements d'apprentissage, nos fermes intelligentes et acquérir les compétences dont ils ont besoin dans un lieu de travail qui change rapidement.

● (0940)

Le président: Il reste quelques secondes pour M. Godin.

[*Français*]

M. Joël Godin (Portneuf—Jacques-Cartier, PCC): Merci beaucoup, monsieur le président.

L'agriculture est un secteur bien important pour les citoyens que je représente dans la circonscription de Portneuf—Jacques-Cartier, où il y a beaucoup d'agriculteurs.

Monsieur Cullum, je veux valider ce que vous avez dit, pour être sûr d'avoir bien compris. Dans votre présentation d'ouverture, vous avez dit que la supergrappe en agriculture n'avait pas été un succès. Est-ce bien ce que vous avez dit?

[*Traduction*]

M. Stuart Cullum: Deux projets de supergrappes en agriculture ont fait partie des finalistes. L'un d'entre eux n'a pas été retenu.

[*Français*]

Le président: Je remercie le groupe de témoins.

[*Traduction*]

Monsieur Cullum, madame Trauttmansdorff, monsieur Hopson, je vous remercie d'avoir comparu devant nous aujourd'hui. La discussion a été très informative.

Nous allons suspendre la séance. Nous la reprendrons dans quelques minutes avec l'autre groupe de témoins.

● (0940)

(Pause)

● (0945)

Le président: Nous allons continuer. On dit qu'un vote pourrait avoir lieu bientôt. Nous allons essayer d'obtenir tout ce que nous pouvons durant le temps que nous avons.

Je veux souhaiter la bienvenue au témoin qui comparaît devant nous par vidéoconférence pendant la seconde partie de la séance. Il s'agit de la directrice exécutive de l'Alberta Pulse Growers Commission, Mme Leanne Fischbuch. J'espère avoir bien prononcé votre nom de famille.

Nous recevons également des représentants du Collège Niagara: le président de la recherche industrielle du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie pour les Collèges en agriculture de précision et technologies environnementales, M. Michael Duncan; l'associée de recherche principale, Recherche et l'innovation, Mme Sarah Lepp; et le gestionnaire de projet, Recherche et l'innovation, M. Gregor MacLean.

Bienvenue à tous.

Nous allons tout d'abord entendre des exposés de sept minutes. Vous pouvez commencer si vous le voulez, monsieur MacLean.

● (0950)

M. Gregor MacLean (gestionnaire de projet, Recherche et l'innovation, Niagara College): J'aimerais remercier le Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire de nous accueillir aujourd'hui. Nous représentons le Collège Niagara, et plus précisément l'Agriculture and Environmental Technologies Innovation Centre. Je vous présente M. Michael Duncan, qui est à ma droite. C'est le président de la recherche industrielle du Conseil de recherche en sciences naturelles et en génie pour l'agriculture de précision et les technologies environnementales. Je vous présente également Mme Sarah Lepp, associée de recherche principale. Je m'appelle Gregor MacLean, gestionnaire de projet.

Ce qui est remarquable au sujet du Collège Niagara, c'est, bien entendu, le fait que nous avons une excellente infrastructure et des membres du personnel, des professeurs, des étudiants et des diplômés extraordinaires qui appuient nos travaux. Sarah et moi faisons partie des diplômés. Ce qui est formidable, c'est que bien que nous soyons établis à Niagara, dans le Sud de l'Ontario, nous collaborons avec des entreprises canadiennes et nous avons des répercussions partout au pays et nos entreprises partenaires en ont partout dans le monde.

Je crois que vous n'êtes pas sans le savoir, mais il est important d'indiquer tout d'abord que les fermes d'aujourd'hui sont des entreprises. Elles doivent générer des recettes avec lesquelles elles doivent aussi faire des profits. Pour réussir à le faire dans un marché très concurrentiel, elles ont de plus en plus besoin d'utiliser les données et les technologies qui leur sont offertes et, dans bon nombre de cas, c'est ce qu'on appelle l'agriculture de précision, l'agriculture intelligente, comme le disait Stuart. C'est le domaine dans lequel nous travaillons: l'agriculture de précision.

Nous faisons trois choses. Nous concevons des logiciels, qu'il s'agisse d'applications pour téléphone, d'applications Web ou d'applications bureautiques; nous travaillons avec de l'équipement, des robots automatisés, des drones, de même qu'avec des capteurs environnementaux; et nous traitons et analysons des données, et nous faisons en sorte que toute cette information puisse aider les agriculteurs à prendre de meilleures décisions dans leurs entreprises agricoles.

Au bout du compte, nous travaillons avec trois cultures principales: les noisettes; les grains, c'est-à-dire le maïs, le soja et le blé; et les vignes, le raisin. Nous ne voulons pas nous restreindre à ces seules cultures, mais elles représentent ce que nous faisons depuis un certain nombre d'années. Nous sommes prêts à élargir nos horizons également.

Je vais seulement parler d'un ou deux projets pour que les gens puissent comprendre ce que nous pouvons faire et le type de travail que nous réalisons. Tout d'abord, Ferrero est l'un de nos principaux collaborateurs actuellement. Vous connaissez peut-être Ferrero comme l'une des plus grandes entreprises de confiseries au monde. Elle produit le délicieux Nutella, la pâte à tartiner au chocolat et aux noisettes et, le Ferrero Rocher, le délicieux chocolat aux noisettes.

Comme vous pouvez l'imaginer, l'entreprise achète beaucoup de noisettes. C'est le plus important acheteur de noisettes dans le monde et la majeure partie vient de la Turquie. Vous pouvez vous douter que si la Turquie était confrontée à des problèmes environnementaux, économiques ou à tout type de problèmes, il pourrait y avoir des répercussions sur l'approvisionnement de Ferrero. Eh bien, c'est une très bonne chose que Ferrero ait aussi une usine qui emploie plus de 1 000 personnes à Brantford, en Ontario. Grâce à l'emplacement stratégique de cette usine, elle espère que 20 000 acres de noisettes seront produites en Ontario au cours de la prochaine décennie.

Nous collaborons à ce travail de deux manières. Il y a des études de modélisation sur le climat à long terme que nous intégrons dans un logiciel propriétaire que nous sommes en train de créer avec les membres de notre équipe de programmation pour Ferrero. Elle fournira cela à ses clients et à ses agriculteurs potentiels, et il en résultera une nouvelle culture d'une grande valeur pour les agriculteurs ontariens qui pourrait rapporter entre 4 et 10 fois plus par rapport aux recettes tirées des cultures actuelles. De plus, la possibilité d'exportation, c'est une nouvelle culture d'une grande valeur, brute. Surtout, c'est une culture à valeur ajoutée qui parcourt l'Amérique du Nord et l'Australie et qui est produite à Brantford.

Le deuxième projet dont je vais parler est un excellent exemple de notre collaboration directe avec un agriculteur. À Yellow Gold Farms, Rick Willemse, qui est à Parkhill, en Ontario, près de London, cultive plus de 1 000 acres de cultures commerciales: maïs, soja et blé. Il y a un certain nombre d'années, il a créé un algorithme pour l'agriculture de précision très novateur. Les gens voulaient l'acheter auprès de lui pour l'utiliser. Le problème, c'est que c'est une personne très occupée. On a toujours besoin de lui, et il n'a pas le temps d'accomplir ce travail. S'il fournissait les feuilles de calcul, comme vous pouvez l'imaginer, quelqu'un lui volerait son algorithme secret. Grâce à notre expertise en ce qui concerne les données et les logiciels, nous avons intégré cet algorithme dans un logiciel Web pour lui, de sorte qu'il est capable de le commercialiser à l'étranger ou ici, ce qui lui permet d'avoir diverses sources de revenu pour son exploitation agricole.

Le dernier projet dont je vais parler est lié à une entreprise qui s'appelle SoilOptix. Elle est située à Tavistock, dans l'Ouest de l'Ontario. Elle offre une technologie sur la santé du sol. Elle circule sur un terrain pour recueillir des données sur la santé du sol, après quoi il faut entre sept et huit heures pour traiter les données. Qu'il s'agisse d'une terre de 10 ou de 100 acres, cela prend de sept à huit heures. Comme vous pouvez l'imaginer, c'est long.

● (0955)

Nous avons collaboré avec ces techniciens au cours des 10 derniers mois, réduisant ce délai à 30 à 90 minutes, soit une diminution de 60 à 90 %. Ces tâches de traitement de données, hautement spécialisées et à valeur élevée, se poursuivent à Tavistock, en Ontario; en outre, l'équipement et les services technologiques de cette entreprise sont exportés à l'étranger, notamment en Chine, en Argentine, au Brésil et aux États-Unis, ainsi qu'à l'intérieur du Canada. Nous aidons l'entreprise à améliorer cette technologie tout en assurant le maintien des emplois en Ontario; nous avons d'ailleurs constaté que la main-d'oeuvre avait doublé au cours de la dernière année.

Vous voyez que le travail que nous accomplissons contribue à la rentabilité des exploitations agricoles en les aidant à utiliser efficacement leurs ressources, comme les engrais, et leur argent, et à comprendre le rendement qu'elles peuvent tirer de leurs investissements grâce à la technologie. Au bout du compte, ce projet a permis d'améliorer la viabilité et les pratiques d'affaires afin d'aider les agriculteurs à prendre de meilleures décisions, que ce soit à propos du sol ou des répercussions des conditions météorologiques.

Ce travail ne serait pas possible sans nos bailleurs de fonds fédéraux, soit le Conseil de la recherche en sciences naturelles et en génie, ainsi que les excellentes personnes-ressources que sont Marie et Marion. À l'échelle provinciale, il y a les centres d'excellence de l'Ontario, ainsi que Padraic, Richard et Alexandra. À cela s'ajoutent bien entendu Collèges et instituts Canada, qui nous offre du financement de base et appuie financièrement les stages.

C'est avec grand plaisir que nous répondrons à vos questions, et traiterons des orientations que nous pourrons prendre dans l'avenir et de la robotique automatisée.

Merci.

Le président: Merci, monsieur MacLean.

Il reste environ 30 secondes. Je ne sais pas si quelqu'un d'autre souhaite intervenir ou si le groupe a terminé. Nous aurons des questions de toute façon.

Nous entendrons maintenant Mme Leanne Fischbuch, de l'Alberta Pulse Growers Commission.

Vous disposez de sept minutes.

Mme Leanne Fischbuch (directrice exécutive, Alberta Pulse Growers Commission): Merci, monsieur le président.

Je m'appelle Leanne Fischbuch et je suis directrice exécutive de l'Alberta Pulse Growers. Les agriculteurs élus qui forment notre conseil représentent plus de 6 000 producteurs de légumineuses de l'Alberta, lesquels cultivent le pois et le haricot secs, les lentilles, les pois chiches, les fèves de soya et la faverole à petits grains.

Nos membres appuient notre organisation grâce à un prélèvement remboursable effectué sur les ventes au comptant de légumineuses. Ces fonds sont investis dans la recherche, le développement et l'élargissement de marché, et les communications afin d'accroître la rentabilité des cultures de légumineuses pour les producteurs et aider le consommateur à mieux connaître et accepter les légumineuses.

Je suis ravie de traiter aujourd'hui du sujet de la recherche et du développement qui encouragent les exportations canadiennes. Pour utiliser efficacement le temps qui m'est accordé, j'aimerais me concentrer sur quelques sujets, c'est-à-dire le commerce, les politiques et les programmes, ainsi que les cadres de réglementation.

L'Alberta se classe au deuxième rang national au chapitre des acres et de la quantité de production de légumineuses. Le pois sec y constitue la principale culture, suivi par les lentilles, la faverole à petits grains, le haricot sec, le pois chiche et le soya. La province a produit quelque 2,1 millions de tonnes métriques de légumineuses au cours de l'année agricole de 2017-2018, ce qui a permis aux producteurs d'engranger 604 millions de dollars. En 2016, l'Alberta a exporté plus de pois jaunes que toute autre région du monde.

Le Canada ne consomme pas sa production de légumineuses. Il est le plus grand exportateur de légumineuses du monde, occupant 41 % du marché depuis des années. Voilà qui est une bonne nouvelle pour l'industrie canadienne, puisque les agriculteurs cultivent plus de légumineuses et les occasions d'exportation augmentent.

À l'heure actuelle, toutefois, l'industrie se heurte à des problèmes d'accès au marché en Inde, un pays qui est traditionnellement notre plus grand importateur. En 2017, avant le ralentissement du principal marché du Canada, plus de 7,1 millions de tonnes métriques de légumineuses étaient expédiées dans 130 marchés du monde. Nous admettons que d'autres pays cherchent à empiéter sur nos platebandes et que nous devons déployer des efforts pour nous assurer de faire croître notre production de manière viable et de la rendre jusqu'au marché.

L'APG souhaite que chaque agriculteur de l'Alberta inclue des légumineuses tous les quatre ans dans le cadre de la rotation des cultures afin d'obtenir une production de trois millions d'acres. En outre, nous collaborons avec Pulse Canada, notre organisation nationale, afin de diversifier nos débouchés commerciaux, notamment pour élargir les occasions de commerce de produits primaires et appuyer l'inclusion d'ingrédients tirés des légumineuses dans les aliments destinés aux animaux et aux humains et dans l'aquaculture afin d'appuyer notre stratégie « 25 d'ici 2025 » pour que nos agriculteurs disposent de marchés pour écouler leur production.

L'APG soutient les efforts visant à « libérer le potentiel de croissance de secteurs clés », conformément au rapport Barton, afin de faire passer les exportations agricoles du Canada du cinquième au deuxième rang. Nous considérons qu'il faut diversifier et élargir les débouchés qui s'offrent aux légumineuses.

La découverte, le développement et la mise en marché de nouveaux produits exigent toutefois des investissements. Notre organisation de producteurs utilise ses fonds pour résoudre des questions et s'emploie à trouver des solutions pour ses producteurs. Or, nous ne pouvons agir seuls. Il est primordial de collaborer avec d'autres entités qui investissent des ressources tant financières qu'humaines dans le domaine.

Par l'entremise de Pulse Canada, l'APG a contribué au financement du programme Agri-marketing et, plus récemment, à celui de la grappe agroscientifique. Elle s'est engagée à faire une contribution de près de 2,3 millions de dollars en contrepartie du financement de 11,1 millions de dollars qu'effectue le gouvernement fédéral en appui à la grappe des sciences relatives aux légumineuses, fonds qui aident notre industrie à effectuer les travaux de recherches prioritaires que les agriculteurs ne pourraient financer seuls.

L'annonce récente du succès de la Supergrappe canadienne des innovations en protéines est également encourageante, et l'APG attend de voir de quelle manière ce financement sera mis en oeuvre et comment nous pouvons atteindre nos objectifs. Il est essentiel de disposer de programmes associant le financement de l'industrie et les fonds publics pour résoudre les questions qui constituent les fondations sur lesquelles nous pourrons nous appuyer pour tirer parti des occasions qui s'offrent à l'échelle internationale et nationale.

Si la recherche permet de résoudre les problèmes qui freinent l'industrie, bien d'autres facteurs entravent la croissance des légumineuses et nous empêchent d'exploiter les possibilités d'exportation. La réglementation peut notamment réduire la réussite potentielle de l'industrie quand il s'agit de tirer parti des débouchés à valeur ajoutée au pays et à l'étranger. Voici les problèmes qui se posent à cet égard.

Tout d'abord, en ce qui concerne les transports, la réputation de chef de file mondial du Canada en matière d'exportation est facilement compromise quand le produit ne peut être acheminé au marché. Les problèmes systémiques touchant le transport ferroviaire ont mis à mal l'image du Canada et miné la confiance des clients étrangers à l'égard de nos produits agricoles. Si les débouchés extérieurs doivent faire partie de la voie d'avenir vers la croissance, alors les transports doivent constituer une priorité.

En outre, l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire est aux prises avec un manque de ressources, tant financières qu'humaines, et doit revoir ses processus. L'APG, tout en admettant l'importance de l'Agence et de son rôle, considère que cet organisme a le potentiel de limiter l'expansion de l'industrie des légumineuses et d'avoir une incidence considérable sur son avenir.

● (1000)

De plus, l'Agence canadienne d'inspection des aliments devrait avoir comme priorité d'être un chef de file mondial au chapitre des exportations, de l'acceptation des normes scientifiques et de l'harmonisation internationale. Le codex établissant les limites maximales de résidus ou les efforts continus déployés relativement à la détection de présence d'une faible teneur d'un produit présentent un défi qui pourrait engendrer des problèmes d'accès au marché. Si les exportations constituent une avenue clé aux fins d'expansion, l'APG souhaiterait que l'ACIA accorde la priorité à ce domaine.

Enfin, les lois relatives à l'environnement et aux changements climatiques ont une incidence sur la croissance et les débouchés du secteur agricole. L'APG considère que les agriculteurs qui cultivent les légumineuses ont une influence favorable sur l'environnement, notamment en réduisant le recours aux engrais azotés de synthèse et les émissions de gaz à effet de serre. Même Agriculture et Agroalimentaire Canada appuie l'intégration de légumineuses à la rotation, considérant qu'il s'agit d'une pratique bénéfique permettant d'accroître la teneur en carbone dans le sol. Les agriculteurs sont les intendants de la terre et veulent la gérer le mieux possible pour qu'elle demeure saine et viable pour les générations futures. À l'échelle internationale, l'imposition de taxes sur le carbone rend les exportations canadiennes non concurrentielles parce que d'autres pays peuvent offrir des produits à un prix plus bas, car ils sont moins réglementés. Il faut mener une analyse des répercussions de la réglementation avant d'adopter de nouvelles lois.

L'avenir du secteur agricole canadien continue de dépendre des exportations. Dans le cas de l'industrie des légumineuses, jamais la faible population canadienne ne pourra consommer la production de légumineuses du pays. Cela étant dit, les Canadiens doivent augmenter leur consommation de produits sains et nutritifs et profiter des nombreux bénéfices qu'offrent les légumineuses. Cependant, pour que le tonnage produit puisse être consommé, les exportations continueront d'être l'objectif principal et la production nationale à valeur ajoutée restera au second plan.

Les cultivateurs de légumineuses de l'Alberta accordent de la valeur aux recherches qui appuient l'innovation et les débouchés leur permettant d'optimiser leur rendement, de résoudre les questions agronomiques et de produire un produit consommable tout en continuant de maintenir leurs terres dans la meilleure santé possible dans une perspective d'avenir et d'offrir un produit prêt à être exporté vers le marché international.

L'accélération du commerce, l'investissement continu dans la recherche et la réduction des obstacles à la croissance comme ceux que pose la réglementation font tous partie de la voie d'avenir.

Merci de votre attention. Je répondrai aux questions avec plaisir.

Le président: Merci, madame Fishbuch.

C'est M. Dreeshen qui entamera la période de questions. Nous lui accordons six minutes.

M. Earl Dreeshen: Merci beaucoup, monsieur le président.

Je remercie les témoins de comparaître aujourd'hui.

J'aimerais d'abord m'adresser à l'Alberta Pulse Growers au sujet de certaines questions que Leanne a soulevées. Bien entendu, notre étude porte principalement sur la manière dont la technologie peut appuyer ceux qui exporteront nos formidables produits à l'étranger, comme les légumineuses que nous expédions en vrac. Il semble toutefois que dans l'avenir, nous devrions envisager de raffiner certains produits également.

Peut-être pourriez-vous nous expliquer brièvement comment ces deux façons de faire fonctionnent ensemble. Ce serait important.

Ici encore, ayant par le passé cultivé des légumineuses, principalement des pois, je sais qu'il existe des problèmes, notamment l'important enjeu que constitue l'imposition de tarifs en Inde. La fumigation pose également problème. Nous comprenons, compte tenu des températures que nous avons au Canada, pourquoi le besoin de procéder à la fumigation diffère de ce que proposent d'autres pays importants des produits en Inde.

Pourriez-vous faire brièvement le point sur les questions commerciales, particulièrement en ce qui concerne l'Inde, mais aussi concernant la confusion qui règne actuellement au sujet des tarifs imposés à l'échelle internationale pour nous donner une idée de ce qui se passe?

● (1005)

Mme Leanne Fischbuch: Merci de ces questions, monsieur Dreeshen.

Je traiterai d'abord de votre première question, laquelle porte sur les produits en vrac et raffinés. Le traitement en vrac consiste en fait à nettoyer le produit, puis à l'acheminer en grandes quantités au port afin de l'expédier aux quatre coins du monde. Par exemple, c'est principalement ainsi que les pois sont traités au Canada. Pour ce qui est des produits raffinés, nous voudrions qu'il se crée davantage de valeur ajoutée dans le secteur canadien. Pour nous, cette valeur ajoutée rime avec fractionnement, un procédé par lequel on fractionne le pois, par exemple, en composantes précieuses, comme les protéines, la fécule et les fibres.

Si nous sommes capables d'effectuer ce fractionnement un jour, nous devrions obtenir un produit de valeur supérieure afin de le vendre sur le marché. Avec ce genre de produit raffiné, si nous avions l'occasion d'attirer un plus grand nombre d'entreprises intéressées par ces activités dans l'industrie canadienne — et il faut de l'argent, des investissements en capitaux et autre chose pour les attirer —, je pense que nous aimerions voir ce qu'il en résultera.

Au Manitoba, l'entreprise Roquette, un important transformateur de produits fractionnés qui a fait des percées, est en train de s'installer. Nous espérons que d'autres entreprises seront attirées au Canada. Mon collègue de la Saskatchewan se trouve actuellement en Chine, où il tient d'excellentes réunions avec des personnes qui pourraient envisager de venir installer une usine au Canada afin d'employer des méthodes de fractionnement.

Pour ce qui est des problèmes de tarifs avec notre principal pays importateur, sachez que l'Inde impose toujours des tarifs aux producteurs de légumineuses canadiens. La quantité de produits que nous pouvons exporter est restreinte, même en Inde, où la limite de 100 000 tonnes de produits a été prolongée jusqu'au 30 septembre. À un moment donné — à la fin d'août, il me semble —, le gouvernement indien a levé la restriction pour un jour, ce qui a suscité une certaine effervescence sur le marché. Il a toutefois rétabli la restriction le lendemain.

Le problème qui se pose avec des pays comme l'Inde au chapitre du commerce et de la manière dont ils traitent le Canada et, je dirais, d'autres pays, car l'Inde a imposé des restrictions à bien des pays dont il importe les produits, c'est leur grande imprévisibilité, qui devient un défi pour les exportateurs et les agriculteurs.

Initialement, quand l'Inde a imposé son tarif sur les pois en novembre 2017, le prix que recevaient les producteurs a chuté pour atteindre environ 2 $ le boisseau. Voilà qui a incité les producteurs à prendre immédiatement une pause pour décider de ce qu'ils sèmeraient au cours de l'année. Ils ont réduit leurs acres l'an dernier. La production est passée de 2,7 millions de tonnes métriques en 2016-2017 à 2,1 millions de tonnes métriques en 2017-2018. Ce changement au chapitre de l'accès et du prix a essentiellement privé les producteurs de quelque 300 millions de dollars.

Notre capacité d'exporter en Inde demeure réduite. Pulse Canada a accueilli la semaine dernière une délégation de l'Inde, qui a parcouru le pays pour observer la chaîne d'approvisionnement dans le domaine des légumineuses, visitant des fermes, des installations de transformation et le port pour étudier toute l'évolution du produit jusqu'au marché.

Même si je n'ai pas immédiatement reçu de commentaires de Gordon Bacon, de Pulse Canada, je pense qu'il est important que la délégation de l'Inde vienne voir comment nous traitons notre produit afin de voir si nous sommes aux prises avec les mauvaises herbes et les problèmes que les Indiens considèrent que nous avons et qui nous obligent à recourir à la fumigation, et ce, pour qu'ils comprennent aux ports pourquoi nous ne pouvons pas...

● (1010)

Le président: Madame Fishbuch, je suis désolé de vous interrompre. Le temps est écoulé pour la présente intervention, mais je suis certain que d'autres poseront des questions.

Merci, monsieur Dreeshen.

Monsieur Breton, vous disposez de six minutes.

[*Français*]

M. Pierre Breton (Shefford, Lib.): Merci beaucoup, monsieur le président.

C'est un plaisir évidemment de retrouver mes collègues et tout le personnel, aujourd'hui, et de continuer ensemble à travailler dans l'intérêt de l'industrie agricole canadienne.

Merci au groupe de témoins d'être ici.

Ma question s'adresse aux représentants des deux groupes.

Madame Fischbuch et Monsieur MacLean, vous nous avez fait part, dans vos allocutions, de l'importance de la recherche et du développement dans l'industrie. Comme on le sait, nous voulons atteindre une valeur de 75 milliards de dollars en exportations dans l'industrie agricole. L'innovation dans le secteur agricole et agroalimentaire est un outil indispensable à sa croissance et à son développement.

J'aimerais que vous nous disiez, à tour de rôle — et nous pourrions commencer par M. MacLean —, quelle est l'importance de la recherche et du développement.

Je voudrais également savoir comment le gouvernement pourrait être un meilleur partenaire et contribuer à ce vecteur, qui est réellement important et qui se trouve en amont de l'innovation et des nouvelles technologies, pour améliorer la compétitivité et la productivité de nos producteurs agricoles?

M. Gregor MacLean: Merci de la question.

Je vais répondre en anglais. En ce qui concerne la recherche, je dirai ceci.

[*Traduction*]

Sur les marchés mondiaux des marchandises, l'agriculture de précision peut se traduire par une réduction de 5 à 10 % du coût des engrais et un accroissement considérable des récoltes. C'est vraiment là que nous pouvons réaliser des gains. Il importe que le Canada reste à l'avant-garde en étant le premier à adopter la technologie, car cela engendrera au final une réduction du coût de production. Voilà où nous entrons en jeu, proposant les programmes de logiciels et de robotiques qui permettent ces économies de coût. Au bout du compte, nous disposons d'un capital naturel étonnant et de ressources agraires et hydriques formidables.

Comme nous l'avons entendu au cours d'activités auxquelles nous avons participé avec des gens des quatre coins du monde, nous bénéficions de certains des esprits les plus avancés au chapitre de l'agriculture et de l'agronomique. Je pense que le gouvernement peut continuer d'appuyer le développement de la technologie dans ce domaine, comme il le fait maintenant.

[*Français*]

M. Pierre Breton: Il y a d'éminents experts au sein de votre organisation. Il faut que que ce travail soit payé. Je sais aussi que les fermes qui font affaire avec vous doivent financer une partie de cette recherche et de ce développement.

Des crédits à la recherche et au développement existent au Canada. Est-ce un programme qui est bien adapté? Pourrait-il être amélioré?

Monsieur MacLean, pouvez-vous nous dire comment vous — et votre organisation — voyez les choses?

M. Gregor MacLean: Cela dépend de l'organisation.

[*Traduction*]

Nous recevons du financement des instances provinciales, fédérales et régionales. C'est à nos partenaires qu'il revient de décider de se prévaloir ou non des crédits à la recherche scientifique et au développement expérimental. Nous faisons de notre mieux pour tirer le meilleur rendement des investissements dans le cadre du travail que nous effectuons. J'ignore le degré d'adoption, mais au bout du compte, d'après notre expérience, il est assez bon. Nous travaillons aussi avec des organisations s'occupant de marchandises, comme Grain Farmers of Ontario, pour utiliser les fonds de nombreux producteurs. Nous contribuons également à réduire le coût de l'adoption en étudiant la technologie que les producteurs pourraient adopter.

M. Michael Duncan (président de la recherche industrielle, Conseil de recherche en sciences naturelles et en génie, Collèges en agriculture de précision et technologies environnementales, Niagara College): Nous avons réalisé de nombreux projets à coût nul; notre approche est donc en quelque sorte bénévole. Nous avons constaté que les taux d'adoption sont plus élevés quand les gens doivent payer quelque chose, car ils tendent à accorder une plus grande valeur à la technologie. Ceux qui sont prêts à payer tendent aussi à aller plus loin avec la technologie, cherchant à explorer davantage les techniques statistiques et différentes choses.

Je ne dirais pas que les taux d'adoption sont très élevés actuellement. Nombre d'agriculteurs s'adonnent encore à l'application d'engrais en pleine surface et ne veulent pas d'infrastructure TI sur leur exploitation. Ils ne veulent pas devenir des professionnels des TI. Comme quelqu'un l'a indiqué précédemment, certains pensent que nous allons envoyer plus de technologues des TI sur les fermes, mais je ne suis pas certain que ce sera le cas. Chaque ferme est une entreprise et chaque agriculteur est son chef de la direction. Il est donc très difficile de venir à bout de la philosophie à laquelle ce dernier adhère. J'ignore si l'argent ou la présence accrue d'infrastructures publiques que les agriculteurs pourraient utiliser pourraient nous aider à y parvenir.

Une des approches que nous avons adoptée très tôt consiste à utiliser la technologie misant sur l'infonuagique, pour la simple raison que cela nous a permis de prévoir la puissance nécessaire, car nous avons les moyens d'avoir les ordinateurs et de les utiliser. Nous disposons d'étudiants qui peuvent s'occuper de l'administration, des programmes et de tout le développement de la technologie nécessaire. Nous pouvons alors faire les prévisions directement à la ferme, tant qu'il y a un cellulaire, une tablette ou un ordinateur quelconque. Voilà qui facilite l'adoption de la technologie par les agriculteurs. Comme nous pouvons offrir ce service gratuitement, cela peut les aider à étudier les possibilités et à voir ce qu'ils aiment faire. Nous avons un portail en matière de cultures qui nous aide à traiter les données des exploitations. Nous disposons de cet outil depuis trois ou quatre ans, n'est-ce pas?

● (1015)

Mme Sarah Lepp: Cela fait six ans.

M. Michael Duncan: Ah, d'accord. Je suis là depuis longtemps. C'est Sarah en fait qui l'a conçu.

Nous avons mis cela en oeuvre, et de plus en plus d'agriculteurs viennent voir de quoi il s'agit. Je dirais qu'il y a environ deux ou trois agriculteurs par mois qui viennent voir ce que cette technologie peut leur offrir. Certains décident de l'utiliser tandis que d'autres décident de ne pas l'adopter, car ils estiment que ce n'est vraiment pas fait pour eux.

Le président: Je vais devoir vous interrompre maintenant. Je vous remercie.

Merci, monsieur Breton.

Monsieur MacGregor, vous avez six minutes.

M. Alistair MacGregor: Je vous remercie beaucoup, monsieur le président.

Monsieur MacLean, je crois que nos noms se livrent une bataille pour voir lequel est le plus écossais. Il faudra tirer au sort.

Durant votre exposé, vous avez mentionné que le Niagara College se penche notamment sur les vignobles.

Je viens de l'île de Vancouver, et je sais que la plupart des vignobles sur l'Île se trouvent dans la vallée de la Cowichan. C'est une extraordinaire industrie à valeur ajoutée. Elle n'est certes pas aussi importante que celle de la région du Niagara ou de l'Okanagan, mais elle constitue tout de même une partie très importante de l'économie locale. Je sais que certains vignerons souhaitent pouvoir exporter dans d'autres pays, car ils produisent des vins fantastiques.

Pouvez-vous nous parler un peu de la recherche que vous effectuez ainsi que de la technologie et de l'innovation en ce qui concerne les vignobles?

M. Gregor MacLean: Nous avons la chance d'avoir un vignoble de 40 acres sur notre campus de Niagara-on-the-Lake. Deux programmes se donnent là-bas, la vinification et la culture du raisin ainsi que l'oenologie.

Nous avons mis en place un système qui permet de suivre la météo de seconde en seconde, avec l'objectif de prédire les conditions météorologiques nuisibles. M. Duncan a d'ailleurs une formation en physique de la météorologie. Nous avons également examiné la communication entre les robots sur le terrain et les appareils qui permettent de prendre des photographies aériennes et de recueillir des données, afin de mieux comprendre et de prédire l'apparition de maladies qui touchent les vignes. Lorsqu'une culture vivace meurt — à cause de la température ou d'une maladie — il faut trois à quatre ans avant que la production revienne à la normale. C'est largement une question de prévision. Nous travaillons également à l'ajout de robots sur le terrain pour appuyer le travail des employés. Il ne s'agit pas de les remplacer, mais d'appuyer leurs tâches grâce à des robots qui permettent d'effectuer un suivi et de recueillir des données.

M. Michael Duncan: Parlant de robotique, je sais que bien des gens font l'essai de véhicules aériens sans pilote pour observer les vignes du haut des airs, mais le couvert des vignes ne nous permet pas de voir grand-chose. Par contre, si nous avions des robots dotés de caméras orientées vers le haut qui circuleraient dans le vignoble, cela permettrait de voir l'oïdium, les tordeuses et toutes les diverses maladies qui touchent les vignes. Ce serait beaucoup plus efficace.

À mon avis, on verra apparaître un nouveau type de main-d'oeuvre, qui sera composé de robots qui circuleront à travers les vignes. Un employé pourrait se trouver dans un endroit climatisé pendant qu'un robot se promène dans le vignoble. Les gens pourront encore travailler dans des vignobles, mais leur travail sera différent.

● (1020)

M. Alistair MacGregor: Je vous remercie.

M. Gregor MacLean: Puis-je ajouter quelque chose?

M. Alistair MacGregor: Oui.

M. Gregor MacLean: J'ai oublié de mentionner que nous sommes en train de faire l'acquisition d'une technologie fantastique. Il s'agit d'un petit robot qui se promène entre les rangées de vignes, que nous achetons d'une compagnie qui s'appelle Korechi, dont les bureaux se trouvent à Hamilton. L'idée est d'utiliser des prototypes de petits robots afin de passer ultérieurement à l'automatisation.

M. Alistair MacGregor: C'est fantastique. Vous avez parlé du travail que vous effectuez avec une compagnie qui s'appelle SoilOptix. Vous avez réduit passablement le temps qu'il faut pour effectuer une analyse. Dans ma région, il y a une petite entreprise en démarrage qui s'appelle EIO Diagnostics. Elle a conçu une technologie qui permet de détecter de façon précoce une mammite. Cette technologie permet d'analyser un troupeau laitier avec une rapidité phénoménale. Elle est utilisée avec beaucoup de succès en Afrique et partout dans le monde. De nombreux pays s'y intéressent.

Nous effectuons notre étude dans le contexte des exportations. Pouvez-vous nous parler un peu de cette technologie et de son application dans le monde, de notre position en tant que chef de file dans ce domaine et de tout autre accomplissement?

M. Gregor MacLean: Oui. Nous sommes témoins de travaux extraordinaires sur le terrain. Comme tous les membres du Comité le savent, l'agriculture est plus qu'un travail, c'est un mode de vie. Nous savons ce que nos excellents agriculteurs font au quotidien. Habituellement, ils bénéficient du soutien d'équipes extraordinaires, comme des consultants en agronomie. En Ontario, nous connaissons bien les gens du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales. Ils mènent constamment des recherches pour essayer de déterminer quelle technologie est la meilleure, en plus d'être abordable.

Un grand nombre des travaux se concentrent sur la santé des sols. Sarah effectue actuellement une maîtrise en cartographie de la santé des sols. Cela nous permet de mieux connaître les ressources dont nous disposons, car même si nous éliminons tous les obstacles au commerce, nous ne pourrons pas en profiter si nos sols s'appauvrissent.

M. Alistair MacGregor: J'aimerais poser une dernière question à la représentante de la Alberta Pulse Growers Commission. Notre comité s'est déplacé au cours de la session du printemps. Malheureusement, nous n'avons pas été en mesure de nous rendre en Alberta, mais nous nous sommes arrêtés à Saskatoon. Nous avons visité le Saskatchewan Food Centre, et nous avons eu l'occasion de goûter à certains des produits fantastiques préparés avec des légumineuses. C'est un endroit très bien aménagé axé sur l'alimentation durable où les gens peuvent utiliser diverses salles pour préparer différents produits, afin de voir s'ils sont commercialement viables.

J'aimerais que vous nous parliez un peu de ce que vous faites en Alberta dans ce domaine, car nous croyons que c'est très prometteur. J'aimerais savoir comment le gouvernement fédéral pourrait contribuer.

Mme Leanne Fischbuch: Je vous remercie.

Très souvent, l'Alberta Pulse Growers Commission travaille en collaboration avec des collègues du gouvernement de l'Alberta au Food Processing Development Centre, à Leduc. C'est un centre qui est similaire à celui que vous avez visité à Saskatoon. Le centre comporte ce qu'on appelle un incubateur d'entreprises, où de petites entreprises peuvent s'installer pour mettre à l'essai leurs produits.

En 2016, qui était l'année internationale des légumineuses, nous avons travaillé à un projet en particulier avec le Food Processing Development Centre, qui visait à amener davantage d'entreprises à s'installer au centre pour travailler à l'inclusion des légumineuses dans leurs produits. Environ sept entreprises sont venues pour examiner la possibilité d'inclure les légumineuses. C'était en quelque sorte une séance de démonstration. Ces entreprises ont incorporé des légumineuses dans leurs produits, auxquels nous avons eu l'occasion de goûter par la suite. C'était très bon. Il y avait notamment de la charque et...

Le président: Madame Fischbuch, je suis désolé. Je dois vous interrompre encore une fois. Peut-être que vous pourrez continuer plus tard.

Monsieur Joe Peschisolido, je vous souhaite la bienvenue. Vous disposez de six minutes.

M. Joe Peschisolido (Steveston—Richmond-Est, Lib.): Je vous remercie, monsieur le président.

C'est bien de revoir tout le monde après un été passé dans nos circonscriptions.

Madame Fischbuch, si vous voulez poursuivre la réponse que vous étiez en train de donner, vous pouvez le faire.

Mme Leanne Fischbuch: Je vous remercie beaucoup.

Il y avait différents produits. C'était très intéressant, car pour ces entreprises, c'était essentiellement la première fois qu'elles utilisaient les légumineuses et les éléments qu'elles contiennent. Dans certains cas, c'était les protéines, et dans d'autres, les fibres. Je crois que les produits ont eu beaucoup de succès.

La difficulté, c'est que ces petites entreprises doivent maintenant poursuivre leur projet par elles-mêmes. Nous les avons encouragées et nous avons fourni des fonds provenant de nos producteurs.

Je me demande s'il y aurait une façon d'encourager davantage la mise à l'essai de nouveaux produits dans le domaine de la transformation des aliments. Je crois qu'on a abordé cette question lors de la rencontre FTP à Calgary. Je pense que c'est une bonne chose.

Bien entendu, en Alberta, ce sont des petites et moyennes entreprises qui ont besoin d'aide dans ce domaine. De nombreuses grandes entreprises disposent de l'argent nécessaire.

Ce que nous attendons de voir également, c'est la création de la Supergrappe des industries des protéines, car cela pourrait procurer du financement. Je crois qu'il est important de veiller à l'élaboration de davantage de produits à valeur ajoutée.

● (1025)

M. Joe Peschisolido: Madame Fischbuch, la semaine dernière, notre ministre de l'Agriculture, Lawrence MacAulay, ainsi que le président de notre comité, M. Finnigan, et un de nos collègues, M. Longfield, étaient présents lors de l'annonce d'un financement de 11,1 millions de dollars pour la recherche sur les légumineuses. Comment ce financement, combiné peut-être à d'autres fonds, peut-il permettre d'attirer davantage d'entreprises dans l'industrie?

Mme Leanne Fischbuch: Lorsque nous avons préparé notre demande de financement pour la grappe agroscientifique, nous l'avons séparée en quatre domaines, conformément aux priorités de l'industrie, c'est-à-dire l'avancement de la génétique, l'agronomie, la santé et la durabilité. Dans ces quatre domaines, je crois que nous devons assurer un approvisionnement continu sur le marché, ce qui pourrait attirer des entreprises à valeur ajoutée, qui auront besoin de cet approvisionnement pour leurs produits.

Tant que nos producteurs pourront fournir continuellement ces fonds...

Le président: Je suis désolé, madame Fischbuch. Encore une fois, je dois vous interrompre. Il y aura un vote dans une demi-heure. Voulons-nous...

M. Joe Peschisolido: Je veux poser une question à propos du Nutella. Le Nutella a fait partie de mon enfance.

Le président: Souhaitez-vous qu'on continue pour 5 ou 10 minutes?

D'accord, nous allons poursuivre pour cinq minutes.

Madame Fischbuch, vous pouvez terminer. Allez-y.

Mme Leanne Fischbuch: Je veux insister sur ce point. Tant que nos producteurs pourront assurer un approvisionnement continu, ils répondront aux besoins des entreprises alimentaires, qui veulent de la constance. Elles veulent pouvoir se fier à un produit lorsqu'il entre dans la composition de leurs produits.

Cet investissement de 11,1 millions de dollars nous aidera à assurer cette constance, car il permettra à nos producteurs de maintenir l'offre sur le marché, ce qui est profitable.

M. Joe Peschisolido: Je vous remercie.

Est-ce que nous continuons, monsieur le président?

Le président: Nous avons trois minutes.

M. Joe Peschisolido: Monsieur MacLean, je vous remercie. J'ai vraiment aimé votre exposé. J'ai pensé en particulier à ma nonna, ma grand-mère. J'aimais beaucoup le Nutella, et elle essayait de me faire manger des légumineuses. Je ne savais pas qu'on appelait cela des légumineuses. Pour moi, c'était seulement des fèves que je n'aimais pas. Durant mon enfance, j'ai beaucoup mangé de sandwichs au Nutella. Je ne savais rien des noisettes, de l'expansion et de tout cela.

Passons à des choses plus sérieuses. Vous avez parlé des vignobles. Dans mon coin de pays, Steveston—Richmond-Est, nous avons des bleuets. Nous avons quelques entrepreneurs novateurs qui font un agréable vin de bleuets. Est-ce que certains de vos projets pourraient servir à créer un vignoble où on cultiverait des bleuets?

M. Gregor MacLean: Personne n'est jamais venu nous voir avec cette idée. La région de Niagara est très choyée, comme Alistair l'a mentionné, en raison de son climat propice à la culture du raisin. Nous avons une équipe qui se consacre à l'élaboration de produits de ce genre. Essentiellement, à un moment donné, compte tenu de la valeur des terres agricoles, on se demande un peu qui peut le faire.

En ce moment, les vignobles ont beaucoup de valeur. Il en va de même pour beaucoup de serres, alors j'imagine qu'il faudrait démontrer qu'il y a une grande valeur pour justifier l'acquisition d'une terre.

M. Joe Peschisolido: Vous avez parlé d'automatisation et de robotique. Certains voient cela d'un bon oeil, tandis que d'autres ne sont pas convaincus. Pouvez-vous nous donner vos commentaires à ce sujet?

M. Michael Duncan: Nous avons eu les deux réactions. Les gens ne veulent pas être remplacés. Pour l'instant, le fonctionnement des exploitations agricoles... Nous avons eu des conversations avec un agriculteur qui en était à sa 42e heure de travail sur sa moissonneuse. Les agriculteurs n'ont pas d'employés en trop.

Il y a beaucoup de tâches qui pourraient être effectuées pour améliorer la qualité des cultures, mais on ne les fait pas parce qu'il est très difficile de trouver des gens pour les faire. Les champs sont des endroits où on travaille dans la terre, où il y a des insectes et où il fait chaud. C'est un travail très difficile, mais un robot peut effectuer des tâches pendant 24 heures sans arrêt. Je veux que notre partenaire en robotique équipe les robots d'un petit moteur pour qu'ils puissent fonctionner 24 heures par jour, sept jours sur sept, et détecter l'oïdium ou les endroits où les cultures souffrent de la chaleur.

Prenons par exemple les fèves de soya. La fève de soya, d'après Syngenta, est une culture auto-destructrice. Plus elle est robuste et plus il fait chaud, plus elle risque de mourir. Une idée simple serait de faire circuler de petits robots au pied des plants pour détecter les zones de chaleur et ensuite les couvrir de feuilles déchiquetées ou quelque chose d'aussi simple que cela. Beaucoup de choses très simples pourraient être effectuées pour améliorer les cultures ou créer de meilleures conditions, sans nécessairement remplacer des gens.

● (1030)

Le président: Je vous remercie.

Je tiens à remercier les représentants du Niagara College et de l'Alberta Pulse Growers Commission de leur présence aujourd'hui.

Je remercie également tous les membres du Comité.

La séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes
à l'adresse suivante : http://www.noscommunes.ca

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its Committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its Committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the
following address: http://www.ourcommons.ca